COLLOQUE : L'INFLUENCE CULTURELLE DE L'AF p. 10-11

L'ACTION FRANÇAISE 2000

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € I N° 2769 I 63e année I Du 16 avril au 6 mai 2009 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net

LE DÉCOUPAGE DU GÂTEAU

On a assisté, ce lundi de Pâques, à l'une de ces batailles stériles qui n'en finissent pas de ridiculiser la démocratie... Il s'agissait du redécoupage électoral, un sujet sur lequel droite et gauche débordent de mauvaise foi. La majorité veut évidemment toujours aménager les circonscriptions en fonction du nombre de ses électeurs potentiels, tandis que l'opposition pousse les hauts cris sans se souvenir qu'au temps où elle était elle-même majorité elle ne montrait pas plus de délicatesse. Il se trouve que la loi républicaine fait obligation au législateur de réajuster la carte électorale après deux recensements ; or la peur de mécontenter les élus a empêché les gouvernements de s'y atteler et la carte actuelle est vieille de plus de vingt ans. M. Sarkozy veut réparer cette omission. Le secrétaire d'État aux Collectivités locales, Alain Marleix, a annoncé la suppression de trente-trois circonscriptions, dont dix-huit sont tenues par la gauche et quinze par la majorité. Aussitôt, le socialiste Pierre Moscovici a hurlé au « *tripatouillage* » et accusé M. Sarkozy de vouloir « *conserver le pouvoir envers et contre tout, envers et contre la démocratie* »... Misérable querelle. La France est gouvernée par des clans qui se partagent le gâteau, voire par des féodalités qui se battent pour toujours mieux dominer. Qui pense alors au pays réel, à ses intérêts concrets ? Depuis que la Révolution a détruit les communautés organiques pour les remplacer par des sommes d'individus interchangeables, peut-on encore vraiment parler de représentation ?

M.F.

JEAN ET PHILOMENA

PAGE 16

Quand refleurissent les lys de France

❑ SCANDALE

Sa vaillance est dans la persécution

Sous l'impulsion d'un nouveau Néron, Daniel Vaillant, le Conseil de Paris formule le vœu de barrer la route au pèlerinage de Pentecôte.

Daniel Vaillant, maire socialiste du 18e arrondissement de Paris, faute d'avoir brillé par sa vaillance naguère en tant que ministre de l'Intérieur, entend se hausser au rang de persécuteur. Son âme damnée, Sylvain Garel, président du groupe des Verts au Conseil de Paris, le fou-furieux qui lança le 8 décembre 2003 les sans-papiers à l'assaut de l'église Saint-Nicolas du Chardonnet et qui voulait faire traduire Jean-Paul II devant le Tribunal pénal international, lui a soufflé de proposer au Conseil de Paris le vote d'un "vœu" visant à faire interdire, le lundi de Pentecôte, l'accès de la butte de Montmartre et de tout autre lieu public dans la capitale aux pèlerins qui, après trois jours de marche, arriveront de Chartres et, comme chaque année depuis vingt ans, doivent assister à la messe sur la pelouse en escalier aux pieds de la basilique.

7 000 personnes

Motif invoqué par M. Vaillant : ces pèlerins appartiennent à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, donc à une « *une secte chrétienne* » qui « *prône le retour du Christ-Roi* ». Ce Néron au petit pied ignore évidemment qu'établir le règne du Christ-Roi est la mission de l'Église catholique depuis deux mille ans et n'a donc rien de sectaire. Il ignore aussi que cette croyance, en limitant par en-haut la volonté de puissance des gouvernements chrétiens, a toujours empêché le totalitarisme.

M. Vaillant, lui, ne veut rien reconnaître au-dessus de lui-même et entend régenter le domaine religieux. Le scandale est que son "vœu" a été voté ce Mardi saint, malgré l'opposition des élus du Centre et grâce à la lâche abstention des élus UMP ! Honte à eux !

La décision est maintenant entre les mains de M. Bertrand Delanoë, maire de Paris, qui peut encore ne pas signer l'arrêté d'interdiction de la messe.

L'organisateur du pèlerinage, l'abbé Loïc Duverger, a d'ores et déjà fait savoir qu'il ne baissera pas les bras. Il entend utiliser tous les recours juridiques possibles pour empêcher cette décision scandaleuse prise à quelques semaines du pèlerinage. Alors que cette messe n'a jamais causé le moindre trouble à l'ordre public, voilà que les Verts, les roses, les rouges, et leurs complices sarkozystes, prennent un risque considérable en voulant barrer la route à une foule de plus de 7 000 pèlerins, dont de nombreux enfants, marchant derrière la Croix.

Bien des Français, même non pratiquants, jugent intolérable cette atteinte à la liberté du culte, et ils le clameront.

Michel Fromentoux

M 01093 - 2769 - F: 3,00 €

■ SOUVERAINETÉ

À l'approche des élections européennes :

L'honneur d'être nationalistes

PAGE 3

■ HADOPI

Coup de théâtre à l'Assemblée nationale :

Un chahut contre les médiocres

PAGE 4

■ ÉTRANGER

Washington coupable d'une ingérence :

Obama, l'Europe et la Turquie

PAGE 7

» LOSANGE

Patrick Le Quément quittera Renault en septembre, après en avoir dirigé le design pendant vingt-deux ans. Sous son égide furent dessinées la première Twingo, mais aussi la Vel Satis. Il impulsa une révolution en accroissant le poids du style dans les processus industriels du Losange. Son successeur, le Néerlandais Laurens van den Acker, vient de quitter Mazda.

» PREMIÈRE

La Caisse des dépôts et consignations aurait perdu 1,5 milliard d'euros en 2008 selon *Les Échos* (9/4/09). Ce déficit est une première depuis sa création en 1816, visant à rétablir sous la Restauration la confiance dans les finances publiques. L'établissement souffre de l'effondrement des marchés boursiers. Il défend néanmoins la rigueur de sa gestion : ses pertes ne découleraient pas de la détention d'actifs toxiques, et la protection de l'épargne demeurerait assurée.

» TENSIONS

Après le lancement d'une fusée ayant survolé son territoire, le **Japon** renforce son contrôle des transferts de fonds vers la **Corée du Nord**, qui compte de nombreux émigrés dans l'archipel : le montant requérant un accord des autorités est abaissé à 74 000 euros. « *Le Japon interdit déjà l'accès de ses ports aux bateaux de Corée du Nord, il interdit toute importation et il refuse l'accès à son territoire aux ressortissants de ce pays* », précise Frédéric Charles (Rfi.fr, 10/4/09).

G.D.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
Politique :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Michel Fromentoux, Nicolas Hainaut, Stéphane Piolenc
Étranger :
Charles-Henri Brignac, Guy C. Menusier, Pascal Nari
Économie : Henri Letigre
Enseignement, famille, société :
Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Aristide Leucate, Frédéric Wincler
Culture :
Monique Beaumont, Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons, Norbert Multeau, Jean d'Omiac, François Roberday, Alain Waelkens
Histoire :
Yves Lenormand, Laure Margaillan, René Pillorget, Francis Venant
Art de vivre : Pierre Chaumeil
Chroniques :
François Leger, Jean-Baptiste Morvan
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

❑ SOCIAL

Le désespoir de la France des usines

Alors que Nicolas Sarkozy avait fait de la réhabilitation de la valeur travail l'un des axes forts de son élection, il ne reste plus aujourd'hui que le désespoir dans une grande partie des usines françaises. En témoignent les récentes et répétées séquestrations de patrons.

En moins d'un mois, cinq sites industriels ont vu des ouvriers retenir leur patron ou de hauts cadres de leur entreprise. Après Sony (Landes), 3M (Loiret), Caterpillar (Isère), Scapa (Ain), c'était au tour des salariés de Faurecia (Essonne) de s'engager, jeudi 9 avril, dans une action de séquestration de leurs dirigeants. Bien que ces coups de force ne soient pas une franche nouveauté dans le paysage social français – on peut évoquer Daewoo en Moselle en 2002 ou Duralex en 2006 dans la Loire – leur récente répétition a provoqué les réactions des autorités médiatiques et politiques : de la compréhension – reprenant l'opinion des 45 % de Français qui déclarent cette méthode de contestation « *acceptable* » – à l'indignation et à la réprobation, à commencer par celle du chef de l'État qui déclare qu'il ne peut pas « *laisser faire cela* » et des dirigeants du MEDEF qui prédisent de futurs lynchages de patrons.

Un malaise de plus en plus profond

À l'évidence, ces séquestrations ne sont pas de la même nature que celles qui ont marqué les années soixante-dix sur fond de lutte des classes, de révolution prolétarienne et de fantasme du grand soir. Si, sur le plan des principes, leur moralité est contestable et leur légitimité variable selon les situations extrêmement diverses, leur motivation profonde ne naît pas d'une contestation radicale. Ces coups de force ont tous en commun de ne pas avoir été prémédités et d'intervenir à la suite ou au cours de négociations bloquées portant sur des plans sociaux et des licenciements induits par des fermetures d'usine. Ils constituent une sorte d'ultime recours permettant d'attirer l'attention des médias et d'arracher de meilleures compensations aux licenciements. Mais au-delà, ils sont l'expression du profond désespoir qui s'est installé durablement dans les usines françaises. Plutôt que de les balayer d'un revers de main comme l'a fait le chef de l'État, il convient de les considérer comme un symptôme d'un malaise qui dépasse largement la crise économique actuelle.

À cet égard, il n'est pas admissible de voir le pouvoir politique, qui concrètement se lave les mains du sort des ouvriers français, s'abriter derrière une fermeté de façade ou prendre, un autre jour, une posture du sauveur miraculeux – rappelons-nous que, malgré les promesses présidentielles, le site métallurgique de Grandange est voué à la disparition. Mais la faillite de Sarkozy et des gouvernants de droite comme de gauche n'est pas tant d'abandonner des usines au bord du gouffre. Leur véritable faute est d'avoir contribué, en validant au niveau national, européen et international les réformes inspirées par les thèses libre-échangistes, à créer les conditions économiques qui laminent le tissu industriel de notre pays.

La valeur travail n'est plus source de richesse, la France ouvrière en paye le prix.

La concurrence entre les territoires est de plus en plus féroce et la crise économique est, dans de nombreux cas, un alibi pour aller chercher ailleurs de nouvelles marges de rentabilité. En témoigne l'exemple du fabricant de pneumatiques Continental qui ferme ses usines de Clairoix dans l'Oise et de Hanovre en Allemagne pour faire tourner à plein régime son site roumain de Timisoara, dont les coûts de main d'œuvre sont 30 % moins élevés et dont la production est passée de 1,2 millions de pneus à 12 millions en huit ans.

Variable d'ajustement

Dans ces conditions, il n'est pas difficile de comprendre la révolte des salariés qui voient leurs outils de production et leurs savoir-faire bradés et délocalisés à la première occasion. Au-delà, tout cela révèle la difficulté de réhabiliter la valeur travail sans changer les fondamentaux économiques. Il s'agit de l'échec du "travailler plus pour gagner plus" du président de la République qui fait suite à l'échec d'une autre conception du travail, celle des 35 heures et des théories du "travail partagé". Ces conceptions n'ont pas résisté pour l'une à la logique des coûts, pour l'autre à celle de la flexibilité. La valeur travail n'est plus source de richesse, mais est réduite à une simple variable d'ajustement. Aujourd'hui, c'est surtout la France ouvrière qui en paye le prix, demain ce sera peut-être celle des cols blancs et des bureaux d'étude.

Patrice Mallet

» CONTROVERSE

Depuis sa mise au ban par le ministre de la Défense, **Aymeric Chauprade** serait boudé par les médias. Son invitation à participer à *Ce soir ou jamais* le 2 avril sur *France 3* a été annulée deux jours avant l'émission.
Il donne à cette mésaventure une interprétation radicale : « *J'ai toujours pensé que les médias français étaient aux ordres du gouvernement et des lobbies, j'en ai maintenant la certitude. [...] L'oukaze vient du plus haut niveau.* »
« *Absolument pas* », rétorque Frédéric Taddeï sur le forum en ligne de *France 3* : « *Il m'a semblé simplement que cette controverse [...] risquait de brouiller le débat sur la politique et la stratégie de l'OTAN. Qu'on n'entendrait pas bien ce qu'il avait à dire sur l'OTAN ou que ses adversaires s'en serviraient pour annuler son discours. Je me suis dit qu'il valait mieux attendre un peu pour le recevoir, une fois débarrassé de ce problème.* » Affaire à suivre.

» ESPRIT CRITIQUE

Le Salon Beige a révélé le 5 avril qu'il avait piégé ***Golias***, en annonçant le 1er avril la visite de deux traditionalistes à l'Assemblée plénière de la Conférence des évêques de France. La revue catholique progressiste aurait repris l'information sur son site Internet pendant quelques heures, sans remarquer le lien qui pointait directement vers un poisson.... Cela en dit long sur la rigueur de certains journalistes. Hélas, ceux-ci n'ont pas l'apanage du manque d'esprit critique : du côté des "réactionnaires", par exemple, on relaie avec trop de zèle de fausses nouvelles sur la Halde.

» COMPTABILITÉ

Gardien du "pluralisme" des médias audiovisuels, **le CSA** excluait dans ses appréciations toute forme de prise en compte des interventions du président de la République. Cela en vertu d'une interprétation du droit contestée par le Conseil d'État, qui a annulé le 8 avril ce "refus de principe", « *sans cependant déterminer lui-même les règles qui doivent être posées* ».

» DÉMOCRATIE 2.0

La Suisse promeut le vote en ligne, devenu une réalité dans les cantons de Zurich et Genève. L'abstention s'en trouverait diminuée dans un pays où les citoyens sont appelés à s'exprimer plusieurs fois chaque année. *L'Atelier* a rendu compte le 2 avril d'un rapport du Berkman Center for Internet & Society saluant une expérience « *qui favorise la démocratie* ». L'article précise qu'« *en amont, les électeurs peuvent choisir le candidat qui leur correspond le mieux grâce à Smartvote, un outil qui se base sur un questionnaire pour trouver la liste ou le candidat qui répondent le mieux à leurs attentes* ». La démocratie en viendrait-elle à revendiquer ouvertement sa dimension "clientéliste" ? Curieuse façon de stimuler la « *conscience citoyenne* », qu'on ne saurait manifestement confondre avec une conscience *civique*.

» CINÉMA

Une semaine après sa sortie en France le 1er avril, ***Katyn*** n'était projeté que dans treize salles recensées par *Allocine.com*. Contre plusieurs centaines pour les plus grosses productions.

G.D.

❑ LA FRANCE & L'EUROPE

L'honneur d'être nationalistes

À sept semaines du scrutin, le désintérêt pour les prochaines élections est manifeste. Un débat parviendra-t-il à s'ouvrir sur l'Europe ? Le cas échéant, il risquerait d'être biaisé par le mythe de la souveraineté populaire.

Les élections européennes auront lieu dans sept semaines. Le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne passionnent pas les foules. Les grands journaux font presque silence, les hommes politiques n'en parlent qu'incidemment. Il est certain que la "Crise" donne aux Français bien d'autres soucis, plus concrets, plus immédiats. Une fois de plus, ces élections dont les enjeux ne sont pas clairement définis vont tourner autour de questions tout simplement politiciennes et hexagonales. Le grand rêve qui faisait vibrer le président Sarkozy semble évanoui, on ne parle plus guère du fameux traité de Lisbonne...

Nous qui n'avons pas du tout le culte des grandes organisations supranationales, nous nous réjouirions de cette désaffection si elle marquait une reprise de conscience par nos compatriotes de leur qualité de Français et de leur volonté de ne plus être soumis à des diktats technocratiques. Hélas, nous constatons chez eux un certain fatalisme, pour ne pas dire un je m'en foutisme, que les mouvements souverainistes devraient secouer au nom de la France s'ils n'étaient pas eux-mêmes désunis.

L'Europe a déjà existé

Il est alors temps pour nous d'apporter un peu d'ordre dans les esprits, en commençant par remettre à l'honneur le mot de nationalisme. Nous n'avons pas à en rougir, car il exprime la grande nécessité plus actuelle que jamais de poser d'abord, comme disait Maurras, l'idée de la France, ce qui ne signifie pas isoler la France, mais tout au contraire retrouver, avec les grandes lois qui assurent la pérennité de son être, sa vraie manière d'être au monde et de s'ouvrir à l'universel.

L'Action française n'a jamais cessé depuis 1899 de rappeler l'intérêt primordial du moindre d'entre nous à appartenir à la nation, produit de notre histoire, la réalité qui nous fait être ce que nous sommes. Au long des siècles se sont établies des institutions, dessinées des frontières, réalisé un amalgame harmonieux d'hommes parfois très divers (l'idée de race française est une ânerie). L'habitude de vivre ensemble selon les mêmes références naturelles et surnaturelles, de se comprendre et de se compléter, de développer un art de vivre propre à notre nation, voilà ce qui fonde notre identité sans pour autant nous fermer au reste du monde : le concert international, si l'on veut qu'il ne soit pas exclusivement celui des intérêts mercantiles, a besoin de ce soubassement des nations.

Le 10 mai prochain, fête nationale de Jeanne d'Arc

Donc pas question d'ériger la nation en absolu. Maurras se référait sans cesse à la Chrétienté de jadis, ce temps où l'Europe existait, formait une grande famille, partageait la même foi et parlait un langage commun qui servait de point d'appui, par-delà les conflits, aux communications supérieures entre les hommes. Le grand malheur fut qu'avec Luther, la foi se trouva éparpillée dans les consciences individuelles et les princes ne reconnurent plus les mêmes freins à leurs appétits de puissance. Les nations durent alors se renforcer pour abriter derrière des frontières sûres leur héritage matériel, moral et spirituel.

Puis les principes de 1789 vinrent mettre l'Europe à feu et à sang en fondant les nations non plus sur l'héritage mais sur les volontés populaires massifiées qui purent dès lors identifier leurs luttes à des idéologies, à des ressentiments ou à des concepts de race ou de classe.

Il fallut, au début d'un XX[e] siècle qui allait vivre l'enfer engendré par ces principes, se dire nationaliste. Maurras regrettait que l'on se trouvât dans une telle situation, et c'est pourquoi le nationalisme d'Action française, essentiellement réaction de défense dans un monde devenu celui de tous les dangers, est dépourvu de toute agressivité à l'égard des autres peuples. Il s'agit pour la France de toujours s'affirmer en tant que telle pour redevenir, de par sa longue expérience civilisatrice, de par son héritage latino-chrétien, de par son opposition de toujours aux empires et aux blocs expansionnistes, de par sa mission de protectrice des petites nations, un élément de paix et d'accueil auquel les nouveaux arrivants soient incités à mériter de s'intégrer.

C'est pour jouer pleinement ce rôle que Maurras conclut au nationalisme intégral, celui qui s'épanouit dans la monarchie, laquelle est héréditaire à l'image de la nation elle-même (il y a naissance dans l'étymologie du mot nation) et dont le destin se fond dans celui de cette nation. La souveraineté étant tout entière entre les mains du Roi, "lieutenant de Dieu", libre de tout souci électoraliste, arbitre au-dessus des intérêts particuliers, placé assez haut pour juger des refus ou des concessions dans ses rapports avec les autres États, est alors la vraie garantie de la pérennité de la nation comme de la sagesse de sa politique étrangère.

La Révolution dite française a fondé la souveraineté dans le peuple. C'est le fameux article 3 de la Déclaration des Droits de l'Homme (26 août 1789) : « *Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation ; nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.* » Nous avons maintes fois démontré que cet article au nom duquel on a massacré les prêtres, coupé la tête au roi et à tous les pères de famille, anéanti les vieilles provinces et enseigné la haine de l'étranger, est à la source de tous les totalitarismes de ces deux derniers siècles.

Qu'est-ce que la souveraineté ?

Cette souveraineté qu'on a dit alors "nationale", est portée par la seule "volonté générale" des hommes actuels, libres et égaux, lesquels ne sont plus héritiers, donc débiteurs, mais créanciers, attendant de la nation tous les droits qu'ils désirent.

La croyance en une telle forme de souveraineté, même si elle engendre des relents de chauvinisme exacerbé, ne saurait défendre la nation. Porteuse de plus de droits que de devoirs (les droits non de l'homme en tant que citoyen mais du citoyen en tant qu'Homme...) elle tend à fondre l'idée de patrie dans celle d'humanité ; elle conduit les citoyens à se sentir solidaires non plus de leurs ancêtres et de leurs descendants mais de tous les "citoyens du monde" affranchis des liens traditionnels. Elle est la porte ouverte au cosmopolitisme mondialiste.

Ne laissons pas galvauder l'adjectif national. Maurras disait : « *Ni implicitement ni explicitement nous n'acceptons le principe de la souveraineté nationale, puisque c'est au contraire à ce principe-là que nous avons toujours opposé le principe de la souveraineté du salut public, ou du bien public, ou du bien général, ce qui peut être un point de vue républicain au sens où l'entendaient dans l'Ancien Régime La Bruyère ou Corneille, au XIX[e] siècle Bonald et au XX[e] Jules Lemaître, mais ce qui est le point de vue antidémocratique par excellence* » (*L'Action Française*, 10 juin 1912)

Il faut d'urgence sortir des vieilles nuées qui datent de 1789. On ne peut défendre la France en se référant aux idéologies qui la dénaturent, qui la recroquevillent sur elle-même et qui, en même temps, la lancent désarmée dans le fourre-tout mondialiste. Les débats sur l'Europe revêtiraient une tout autre tenue s'ils se dégageaient du dialogue de sourds entre autoritarisme bruxellois et peuple souverain, pour affirmer d'abord la France dans sa réalité, fidèle à son histoire et donc digne d'enrichir le bien commun universel. C'est le langage qu'il appartient aux royalistes de propager.

MICHEL FROMENTOUX

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Le royalisme d'Action française

■ Relevé dans une déclaration de Pierre Pujo à une réunion de cadres du mouvement : « *Il existe différentes sortes de royalistes en dehors de chez nous : des royalistes nostalgiques et sentimentaux, ou qui choisissent leur prince suivant leurs humeurs ou imaginent une monarchie selon leurs goûts. Le royalisme d'Action française, lui, procède* ***avant tout*** *d'une réflexion sur les conditions du salut de la France* » qui aboutit à la nécessité de restaurer la monarchie.

« *Nous ne saurions sacrifier, comme on nous le propose parfois, à un quelconque œcuménisme royaliste qui conduirait à diluer l'Action française dans un vague conglomérat tout comme la gnose vise à diluer la religion catholique dans un déisme flou. Nous ne saurions renoncer aux fortes raisons, sur lesquelles se fonde notre combat.* »

Le prochain mariage du duc de Vendôme à Senlis va attirer l'attention de nos compatriotes sur la Famille de France et la solution monarchique. Donnez-nous les moyens de profiter de ce climat de sympathie qui devrait se créer autour de cet événement, pour diffuser nos idées.

Un journal, même bimensuel, est une lourde tâche et suppose de disposer de moyens financiers réguliers. Aidez-nous.

Il nous faut pour l'année 35 000 euros dont 6 000 **d'urgence** pour poursuivre notre action. Que chacun de vous participe selon ses moyens.

Merci d'avance.

MARIELLE PUJO

LISTE N° 2

100 euros pour l'A.F. : Jacques Lamonerie, 100 ; Xavier Trabet, 100 ; un paroissien de Sainte-Germaine, 300 ; M. de Cussac, 100 ;

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Gal Jacques Le Grognec +, 15,24 ; Mme Yvonne Peyrerol, 15,24 ; Mlle Annie Paul, 15,24 ; Raymond Sultra, 17,78 ;Mme Bellegarde, 20 ; Mme Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Mme Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; Robert Thomas (3 mois), 45,72.;

Roger Beaudeloche, 15 ; Didier Deltenre, 50 ; Jean-Pierre Lopez, 5.

Total de cette liste : 865,33 €
Liste précédente : 880,89 €
Total : 1 746,22 €
Total en francs : 11 1454,45 F

** Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.*

❑ HADOPI

Des baladins chahutent les médiocres

Un camouflet est infligé au gouvernement à la suite d'un jeu de cache-cache au Palais-Bourbon. Ce contretemps lui sera d'autant plus dommageable qu'il pourrait stimuler les critiques à l'encontre du projet de loi "Création et Internet", déjà virulentes sur la Toile.

Coup de théâtre à l'Assemblée nationale ! Le 9 avril, la chambre basse devait statuer définitivement sur le projet de loi "Création et Internet" censée endiguer le téléchargement illégal (voir *L'Action Française 2000* des 5 et 19 mars). L'affluence dans l'hémicycle tranchait avec l'image que *TF1* en avait donnée six jours plus tôt : pour illustrer l'adoption du texte en première lecture, la Une avait puisé dans ses archives les acclamations d'une foule de parlementaires. Bel exemple de rigueur journalistique. Jeudi dernier, faute d'une mobilisation suffisante de l'UMP, alors que des socialistes s'étaient cachés derrière un rideau jusqu'au moment du vote, la loi a été rejetée par vingt et une voix contre quinze. Saluant sur son blog cette "victoire" à laquelle il a contribué, Nicolas Dupont-Aignan renvoie à la figure du président de la République son slogan de campagne : « *ensemble, tout devient possible* » !

Un rendez-vous manqué

En 2005-2006, pendant l'examen du projet de loi DADVSI (Droit d'auteur et droits voisins dans la société de l'information), le gouvernement avait déjà rencontré quelque déconvenue face à des parlementaires plébiscitant la "licence globale". Reformulée, l'idée semble séduire aujourd'hui le président de la Sacem, qui s'exprimait certes à titre personnel : interrogé par Vincent Deloge pour le site *Resmusica* (5/4/09), Laurent Petitgirard envisage « *une nouvelle forme de licence où les utilisateurs, moyennant une majoration de leur abonnement [à Internet], auront accès à des fichiers fournis par l'ensemble des producteurs avec des fichiers sains et normés, assurant une parfaite traçabilité des ayant-droits* ». Dans un tribune publiée par *Libération* le 7 avril, d'autres artistes – dont Catherine Deneuve – déplorent un « *rendez-vous manqué* » : « *ne constituant qu'une ultime et vaine tentative d'éradiquer le piratage par la sanction* », la loi "Création et Internet" « *ne répond à aucun des défis aujourd'hui posés par les nouvelles technologies, alors même qu'une réaction créative et forte de l'industrie cinématographique et des autorités de tutelle dans leur ensemble s'imposait* ».

Quelques "bugs" du ministre

Le gouvernement n'en reste pas moins déterminé. À sa demande, les joutes parlementaires devraient recommencer avant la fin du mois. Que d'énergie gaspillée ! Les discussions intervenues à l'Assemblée nationale depuis le 11 mars sont visibles sur la Toile : plusieurs heures de rabâchage, ponctuées par les "bugs" de Christine Albanel.

Le 12 mars, selon la retranscription officielle, le ministre de la Culture affirmait qu'un logiciel de sécurisation était « *fourni automatiquement* » avec Openoffice, qui n'est pourtant qu'une suite bureautique. Le même jour, elle a signalé que le disque dur constituait « *un élément de preuve que le téléchargeur illégal pourra[it] adresser à l'Hadopi* » pour démontrer son innocence ; une affirmation bien hasardeuse, puisque l'adresse IP utilisée pour dénoncer les connexions "pirates" identifie un point d'accès au réseau mondial, et non un ordinateur ou un disque dur, qui peuvent être des milliers à utiliser la même "passerelle" les reliant à Internet. Le 30 mars, interpellée par des députés craignant que certains courriels d'avertissement ne parviennent pas aux destinataires, Mme Albanel a répondu naïvement : « *Je ne vois pas quel éditeur produira des logiciels antispams qui feraient obstacle aux messages de l'Hadopi, une instance officielle* » ; tout l'art des informaticiens consiste justement à trouver comment identifier ces courriels comme tels... En outre, le ministre a proclamé que « *l'idée n'[était] absolument pas de prendre mille décisions de suspension par jour* » oubliant peut-être qu'elle avait elle-même communiqué ce chiffre à la commission des Affaires économiques le 17 février.

Ne cherchez pas les députés UMP, ils sont partis déjeuner !

Pédagogie ?

Ces approximations de Christine Albanel sont d'autant plus difficiles à excuser qu'elle planche sur le dossier au moins depuis l'été 2007 et le lancement de la mission Olivennes. On se demande si l'application de la loi la préoccupe vraiment. L'objectif serait de "faire de la pédagogie", tel est son leitmotiv. C'est même « *l'inconscient collectif qu'il convient d'orienter vers un plus grand respect des œuvres et des artistes* » selon Muriel Marland-Militello (UMP), rapporteur pour avis de la commission des Affaires culturelles. « *La leçon que chacun doit apprendre de ce texte, c'est que celui qui pirate une œuvre méprise la création tout entière* », expliquait-elle le 11 mars : « *[Les internautes] ont-ils conscience que leur piratage correspond à un vol de CD ou de DVD dans un magasin ?* » Cela n'a rien d'évident. Le député PS Christian Paul l'a bien compris : « *Comment expliquer à un adolescent de quinze ans que, s'il peut écouter toute la musique du monde en streaming sans être inquiété, en revanche télécharger et partager les mêmes titres, même s'ils sont infiniment moins nombreux, est illégal et menace la connexion Internet de toute la famille ? Pour qu'une loi ait une valeur pédagogique, il faut qu'elle soit crédible et juste !* »

Rock'n roll !

Son collègue Patrick Bloche, socialiste lui aussi, a souligné devant Christine Albanel « *un évident paradoxe* » : « *Vous pourfendez, avec le président de la République, la gratuité sur Internet, assimilée à du vol. Mais parallèlement, les deux mesures phares en direction des jeunes qui ont été annoncées très médiatiquement par Nicolas Sarkozy en début d'année, et qui concernent précisément vos attributions ministérielles, visent justement à instaurer de la gratuité : la première autorise pour les jeunes un accès gratuit aux musées, et la seconde octroie pendant un an aux jeunes de dix-huit ans un abonnement gratuit à un journal quotidien.* »

Ces pédagogues autoproclamés témoignent d'une inconséquence affligeante. Les pitreries du Palais-Bourbon l'auront en partie révélé à l'opinion. À l'avenir, les médias suivront les tribulations parlementaires du projet avec une attention inédite, et la gauche pourrait se montrer plus virulente : après avoir soutenu le texte en première lecture, les sénateurs socialistes se sont seulement abstenus le 9 avril, où ils étaient invités à voter quelques heures avant leurs collègues députés. Le gouvernement se heurte par ailleurs à la fronde du Parlement européen, qui s'obstine à vouloir amender le "Paquet Télécom" contre l'avis du Conseil des ministres, afin de protéger les citoyens d'une suspension de leur connexion à Internet. À l'approche d'un nouveau passage devant l'Assemblée, la démocratie promet encore du spectacle. Interrogé par Astrid Girardeau pour le site *Écrans* (9/4/09), le député UMP Lionel Tardy – ouvertement opposé au projet - le confirme avec un soupçon de malice : « *Si cette fois, il y a un vote solennel, je pense que ça risque d'être rock'n roll.* »

Christine Albanel devrait profiter de ce contretemps pour réviser ses dossiers...

GRÉGOIRE DUBOST

» MONARCHIE

Vive la monarchie ! Michel Drucker avait intitulé ainsi son émission du 10 avril sur *Europe 1*. Il recevait **Patrick Weber**, auteur de l'ouvrage *Vive les Rois* recensé dans notre précédent numéro (Lattès, 16 euros). **Le duc de Vendôme** est intervenu par téléphone, rappelant qu'il était un prince « *chrétien et français* ». À écouter ou télécharger sur le site *europe1.fr*

» PATRIMOINE

Depuis 1789, **la Royale** était hébergée place de la Concorde. Louis XVI ayant rejoint les Tuileries, le secrétaire d'État à la Marine, César Henri de La Luzerne, fut accueilli au Garde-Meuble par son cousin Thierry de Ville d'Avray. Conséquence de la construction d'un "Pentagone" français, l'état-major de la Marine désertera ce bâtiment prestigieux à l'horizon 2014. Jean-Dominique Merchet lève le voile sur son avenir : demeurant propriété de l'État, il sera loué pour une durée de vingt-cinq à trente ans ; partiellement ouvert au public, il deviendrait un lieu d'exposition, s'ouvrirait aux artistes et aux artisans du luxe ; « *une petite hôtellerie de grande qualité pour des hôtes de marque ne serait pas exclue* ». (*Secret Défense*, 2/4/09.)

» JUSTICE

Minute a retranscrit ces propos de **Luc Ferry**, confronté à Thierry Ardisson sur *Canal +* le 4 avril. L'ancien ministre réagissait au geste de Stéphane Guillon, coiffant d'un préservatif le buste de Benoît XVI : « *Il faut quand même rappeler que s'il faisait ça sur Mahomet, il serait menacé de mort. La religion catholique est la seule religion que l'on peut tourner en dérision sans rien risquer du tout. Ça me gêne qu'on profite de la relative faiblesse de l'Église pour la dégommer alors que si c'était les juifs ou les musulmans, on n'en ferait pas le millième. Il est juste de dire qu'il y a deux poids et deux mesures.* » (Citation rapportée par *Le Salon Beige*.)

» CYNISME

« *Clandestins : la Cimade perd le monopole des marchés négriers.* » *Novopress* a signalé en ces termes la publication par **Éric Besson** des résultats d'un "appel d'offres" sur l'« *accompagnement des étrangers en situation irrégulière maintenus en rétention dans l'exercice de leurs droits* », selon l'expression du ministère de l'Immigration. Dans un communiqué du 10 avril, ce dernier explique avoir réparti en huit "lots" les centres de rétention administratifs, avant de retenir pour chacun « *l'offre économiquement la plus avantageuse* ». En effet, « *les étrangers en situation irrégulière maintenus en rétention bénéficient d'"actions d'accueil, d'information et de soutien" prévues par le législateur et financées par l'État. Le décret n° 2008-817 du 22 août 2008 prévoit à cette fin, dans le respect du pluralisme associatif, de confier à une ou plusieurs personnes morales la mission d'informer les étrangers et de les aider à exercer leurs droits.* »

GD.

Signes des Temps

» DÉMOCRATIE

La gauche se réjouit du vilain tour joué à Nicolas Sarkozy en faisant échouer l'adoption de la loi Hadopi sur laquelle le chef de l'État s'était personnellement engagé (voir ci-contre). Mais quelle image a-t-on ainsi donné de nos institutions ? Des députés PS, cachés dans les couloirs, qui font irruption dans l'hémicycle au moment du vote pour créer une majorité de... vingt et un contre quinze ! Encore une grande victoire de l'absentéisme et du cumul des mandats !

» INTÉGRISME

Il faut en finir avec les politiques natalistes, estime le député vert **Yves Cochet**, au motif que chaque bébé né en Europe représente « *un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New York* »
On craint le jour où l'intégriste vert préconisera l'installation de pots catalytiques sur chaque nouveau-né...

» ABSOLUTISME

Au **Turkmenistan**, le président-premier-ministre-chef des armées et chef du parti majoritaire, Gourbangouly Berdymoukhamedov, vient d'annoncer qu'il investira 133 millions de dollars pour construire un « *palais du bonheur* » dans la capitale Achkabad.
On ignore si, dans un pays qui nous est cher, celui qui cumule les mêmes fonctions de chef de l'État, chef de l'exécutif, chef des armées et chef du parti majoritaire, aura envie de suivre cet exemple.

» CONCRET

Il serait injuste de prétendre que **Nicolas Sarkozy** n'annonce rien de concret face aux prévisions alarmistes d'explosion du chômage en France. Il a déjà promis de créer 1 840 postes supplémentaires... au Pôle Emploi, né de la fusion entre l'ANPE et l'Assedic. Comme quoi le chômage peut créer de l'emploi.

» GABEGIE

10 millions d'euros pour sauver 1 000 emplois chez **Heuliez**.
Ou, plus sûrement, pour en sauver 300 car il n'est pas certain, selon les experts, que les 1 000 emplois soient durablement sauvés.
À 10 000 ou 30 000 euros par emploi sauvé, on se dit qu'il serait temps d'examiner l'efficacité des politiques de soutien à l'économie, plutôt que de répondre au coup par coup à l'émotion médiatique.

Guillaume Chatizel

❑ RELIGION

Qui défend les chrétiens persécutés ?

Égypte, Palestine, Irak, Arabie séoudite, Yémen... Autant de pays où ceux qui affichent leur foi chrétienne s'exposent à des représailles. Un ouvrage de Raphaël Delpard dresse le tableau des persécutions à l'œuvre dans le monde. Arrachera-t-il enfin l'Europe à son indifférence ?

La Semaine sainte pendant laquelle l'Église revit la passion du Christ vient de s'achever. C'est le moment de se souvenir que nombre de nos coreligionnaires, dont les médias ne parlent jamais, vivent aujourd'hui cette même passion. Beaucoup demeurent cachés par peur des représailles, certains sont emprisonnés ou tués pour leur foi. Devant tous ces drames, « *en France, les évêques sont muets* », écrit Raphaël Delpard [1]. Les chrétiens persécutés sont sans relais alors qu'en Orient, par exemple, leur disparition ou leur survie se joue à très court terme.

Hécatombe

En Égypte, les coptes, qui représentent 15 % d'une population qui s'élève à 75 millions d'habitants, sont en butte à toutes sortes de vexations. Leurs églises sont détruites. Des jeunes filles sont régulièrement enlevées et violées. La police et la justice ne découvrent évidemment jamais les coupables.

En Palestine, les chrétiens sont pris entre le marteau et l'enclume. Ils sont considérés par les islamistes comme des athées et par les Israéliens comme des terroristes en puissance. À Bethléem la population chrétienne s'élevait à 60 % en 1990, à 20 % en 2001. Elle n'atteint pas 1 % en 2008 !

En Irak, depuis la guerre menée par les Américans en 2003, l'émigration est devenue une hémorragie. Durant les seuls mois de mai et de juin 2007, plus de soixante mille chrétiens ont quitté le pays pour n'y plus revenir. Ainsi, ces communautés fondées par saint Thomas et par saint Barthélémy, ne seront bientôt plus que des souvenirs, mais comment vivre sous la menace perpétuelle de rapts ou d'assassinats ?

En Arabie séoudite et au Yémen tout signe religieux non islamique est strictement interdit. Il y a quatre prêtres sur la côte orientale et deux à Ryad. Ils n'ont aucun lieu de culte et les gens craignent de les accueillir alors qu'il y a des centaines de milliers de chrétiens, philippins pour la plupart. Pendant ce temps-là, des centaines de mosquées financées par l'argent public s'ouvrent en France et en Europe.

Devant ces drames nos évêques ne disent rien, à part celui de Troyes qui fait tout ce qu'il peut. Parmi les autres cas cités par Raphaël Delpard, deux retiendront plus spécialement notre attention : celui de l'Algérie et celui de la Corée du Nord. Depuis le 15 février 2006, le pouvoir algérien a fait voter une loi qui permet de réprimer toute activité chrétienne. Ce texte vise surtout les évangélistes qui sont très actifs en Kabylie. Depuis 1954, l'Église catholique s'est rangée majoritairement du côté du FLN. Elle s'est fait un point d'honneur de ne pas évangéliser les musulmans. Les protestants ont investi ce terrain déserté par l'Église. Ils ont osé prêcher l'Évangile et convertir. Ces nouveaux chrétiens doivent se cacher sous peine d'être emprisonnés ou condamnés à de lourdes amendes.

En France, plusieurs milliers de musulmans se convertissent chaque année. Ils doivent se cacher car ils sont en bute à l'hostilité de leur milieu et exposés à toutes sortes de menaces. Avant la dictature communiste, les chrétiens représentaient 80 % de la population nord-coréenne ; « *la capitale, Pyongyang, était appelée la "Jérusalem de l'Orient"* ». Depuis 1948 le pouvoir a planifié l'élimination des chrétiens et de leurs enfants dans l'indifférence la plus absolue.

Quid de la Chine ?

Actuellement, il semble qu'il y ait un million de personnes qui sont enfermées dans des camps de concentration. Ces camps ressemblent au goulag soviétique. Ce sont des lieux de souffrances, d'exactions et de mort.

On est étonné que Raphaël Delpard consacre si peu de place au martyr des chrétiens en Chine et au Vietnam et qu'il ne souffle mot de Cuba. Cela étant, en tant que catholique, on est surpris que ce soit un homme qui s'avoue athée qui ait écrit un tel livre, ce qui amène nécessairement à se poser des questions : où sont passés les chrétiens occidentaux ? Sont-ils encore capables de s'intéresser à leurs frères persécutés et surtout de faire entendre leur voix pour les défendre ? En attendant : honneur à lui et honte à nous.

Yves Lenormand

1 - Raphaël Delpard : La Persécution des chrétiens aujourd'hui dans le monde. *Michel Lafon, 348 p., 20 euros.*

BLASPHÈME

Mgr Jean-Michel di Falco, évêque de Gap, a beau se croire le plus médiatique des évêques français, cela ne saurait l'autoriser à se livrer à un scandale. Voici que, la veille des Rameaux, il a osé dévoiler dans sa cathédrale un christ de cire trônant sur une chaise électrique. Cette "œuvre" d'un certain Peter Freyer et qui provient de la collection de François Pinault a ainsi remplacé le Christ en croix !
Aux critiques indignées que cette exposition lui attire, le prélat répond, goguenard, qu'il aime l'art moderne et qu'il éprouve plus « *d'émotion* » devant cette ineptie grandguignolesque que devant un crucifix qu'il a « *trop l'habitude* » de voir...
Bien sûr, un chrétien peut voir en n'importe quel quidam supplicié et à n'importe quelle époque l'image du Christ... Mais comment oser à ce point scandaliser les âmes qui croient que la mort du Christ n'est pas n'importe quelle mort, que la Croix, intersection entre l'horizontal et le vertical, entre l'amour du prochain et l'amour divin, est le signe du rachat, que le Christ a subi les clous enfoncés dans ses mains et ses pieds par amour pour les pauvres pécheurs ? Et quel affront pour les milliers de martyrs qui ont versé leur sang pour défendre l'honneur de la Croix, le signe même de notre civilisation chrétienne !
Il importe que ce scandale cesse au plus tôt.

M.F.

Théâtre : 1 h ¼

Pièce de Henry Le Bal ; avec Arnaud Delon, Marc Dinapoli, Stéphane Rombaut ; Musique originale de Rémi Gousseau.

Une troupe monte un spectacle sur "l'incrédulité de saint Thomas", le geste de la main de l'homme s'enfonçant dans les plaies du Christ ressuscité.

Mais les comédiens et l'auteur de la pièce se trouvent confrontés au temps, à la durée du spectacle. Celui-ci ne doit pas dépasser 1 heure et quart. Il faut couper dans le texte pour entrer dans le format ! Couper, trancher à vif dans un texte sur la main de l'homme pénétrant la chair du Christ revenu des morts. La chair de l'Éternité ! Couper, gagner du temps... quand la pièce a pour sujet une main qui franchit l'éternité.

L'incrédulité de saint Thomas, sujet classique de la peinture qui a produit des chefs d'œuvre comme celui du Caravage, mais que jamais le théâtre n'a abordé....

Jusqu'au au samedi 25 avril 2009 à 19 h 30 ; crypte du martyrium Saint-Denis 11 rue Yvonne Le Tac, Paris 18e (métro Abesses).

Billetterie 15 euros ; tarif réduit : 10 euros ; vente sur place une demi-heure avant le spectacle. Réservation : 01 42 23 48 94 ou au 06 71 61 47 57.

http://henrylebal.over-blog.com/

❑ MONTÉNÉGRO

Un pouvoir fort dans un pays divisé

Le Monténégro a retrouvé en 2006 l'indépendance à laquelle il avait brièvement accédé un siècle plus tôt. La population soutient majoritairement le nouvel État - à l'exception d'une frange orthodoxe nostalgique de la Grande Serbie – ainsi que sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

Une mission d'observation électorale pour l'OSCE (Organisation de Sécurité et de Coopération européenne) m'a conduit au Monténégro à l'occasion d'un scrutin législatif. Avec une population d'environ 680 000 habitants, le Monténégro est bordé au nord par la Bosnie-Herzégovine, à l'est par la Serbie, au sud par l'Albanie et au sud-est par l'Adriatique. La nature basaltique d'un relief tourmenté, âpre comme un vent d'hiver, justifie l'appellation de Monténégro, le Mont noir. La déchirure des montagnes, dont certains sommets dépassent les 2 500 mètres, laisse entrevoir des lacs étendus aux eaux sombres. Des paysages qui évoquent les premiers âges.

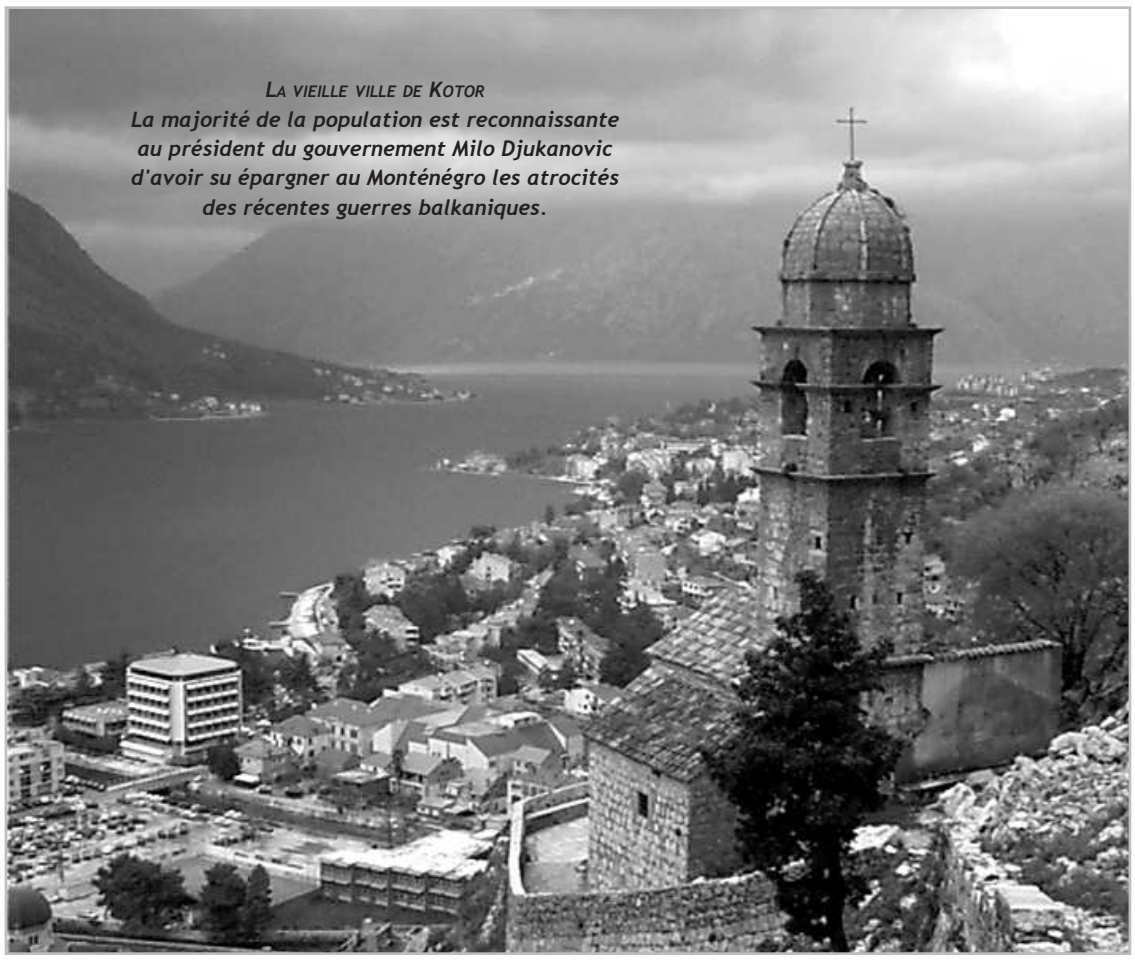
De la théocratie à la monarchie

Peuplée initialement de tribus illyriennes, la région a connu les Romains et fit partie, lors du partage, de l'empire romain d'Orient. Sous l'appellation de Zeta, le futur Monténégro fut rattaché à l'*imperium* de Byzance. Comme dans la totalité des Balkans vinrent les Ottomans, mais la vassalité liant la région à la Sublime Porte fut lâche, voire symbolique : à l'exception d'établissements sur le littoral de l'Adriatique, les populations protégées par les montagnes connurent une autonomie presqu'absolue.

Au relief naturel s'ajoutait celui de la foi orthodoxe et de ses monastères. C'est là que fut ondoyée comme dans un baptistère la fonction et la dignité de prince-évêque. D'abord élective, elle devint héréditaire. Cette théocratie née à la fin du XVe siècle se perpétua jusqu'en 1852 lorsque le prince-évêque Danilo II décida la séparation entre l'Église et l'État.

L'histoire, malgré les liens distendus avec Istanboul, fut émaillée de combats contre les Ottomans. En particulier ceux conduits par Nicolas Ier et qui aboutirent en 1878 au congrès de Berlin où le Montenegro fut déclaré indépendant. En 1910 Nicolas Ier s'autoproclama roi du Monténégro ; sans être oublié, son règne couronné fut bref. Durant la Grande Guerre, à tort ou à raison, des Monténégrins favorables à l'union avec la Serbie, alliée à la France, l'accusèrent de s'être rapproché de l'Autriche-Hongrie. Lâché par les Alliés, le roi s'exila à Paris et y mourut. Son arrière-petit-fils, né en Bretagne, de nationalité française, est architecte et vit à Montparnasse dans la charmante cité des artistes.

Au lendemain du conflit mondial, le Monténégro fut intégré au royaume des Serbes, Croates et Slovènes, où régnaient les Karadjordjevic, et qui devint en 1929 le royaume de Yougoslavie. On se souvient de l'assassinat le 9 octobre 1934 du roi Alexandre Ier sur la Cannebière et du ministre français des Affaires étrangères Louis Barthou par un Oustachi, nationaliste croate. La Seconde Guerre mondiale fut marquée par ce triangle des factions et des ethnies que furent les Oustachis, les Tchetnik et les communistes de Tito.



La vieille ville de Kotor
La majorité de la population est reconnaissante au président du gouvernement Milo Djukanovic d'avoir su épargner au Monténégro les atrocités des récentes guerres balkaniques.

L'arrivée de Tito mit la querelle des nationalités sous le boisseau. Il fallut attendre plus de dix ans après sa mort pour que la Yougoslave se brisât en 1992. La Croatie, la Slovénie, la Macédoine s'en allèrent ; le Monténégro demeura attaché à la Serbie pour un temps. Il rassemble les Katunska, les Petrovici, les Bjelopavlic... Le véritable passeport "social" des Monténégrins dépend de leur clan.

Du titisme au libéralisme dirigé

L'homme fort du Monténégro, Milo Djukanovic, fut un proche de Milosevic. Il le lâcha progressivement, brûlant ce qu'il avait adoré et s'acheminant vers l'indépendance. Un référendum fut organisé à cet effet en 2006. L'Union européenne avait fixé à 55 % de "oui" la barre légitimant l'accession du pays à la souveraineté internationale ; elle fut franchie à 55,5 %. En 1999, Djukanovic avait largué le dinar pour le mark dont les parités étaient fixées avec l'euro. Les anciens communistes sont aujourd'hui les adeptes du DPS (Parti démocratique des socialistes) convertis au libéralisme et à l'économie de marché.

Djukanovic a provoqué des élections anticipées par calcul. Il sait que l'économie se porte mal ; le tourisme ressent et ressentira les effets de la crise ; les investisseurs russes, en particulier dans l'aluminium, se brisent les reins. Dans ce pays où la fonction publique est un réceptacle pour l'emploi, il va falloir effectuer des coupes sombres. Djukanovic voulait une majorité absolue avant que le mécontentement s'accrût. Il l'a obtenue. Sans mal.

Les irrégularités constatées lors du scrutin sont marginales. Tout est joué, plié, avant le vote. Le clientélisme, la corruption, l'achat de votes y concourent. Ce qui est difficile sinon impossible à prouver pour les observateurs que nous sommes. Dans les bureaux de vote où je me suis rendu, beaucoup parlaient du rôle des mafias, des policiers ripoux, des pressions politiques. On se montrait mécontent, et résigné.

Parfois, dans les villages de montagne, je provoquais des débats entre les paysans. La majorité se prononçait pour le Monténégro indépendant ; certains s'en expliquaient : « *Le monde entier se bat pour avoir son État. Ceux qui, ici ne l'acceptent pas sont des subversifs...* » J'ai pressé le président du bureau de vote qui, avec quelques amis, avait déserté le local électoral pour le café du village. Il ne s'est pas fait prier : « *Tous les partis serbes sont subversifs. Ils ne devraient pas être autorisés.* » Et d'ajouter : « *Lorsqu'on joue l'hymne national, les hommes politiques pro-Serbes ne se lèvent pas. Ils rêvent encore de la grande Serbie.* »

Nous poursuivions notre tournée d'observation, les routes sinueuses s'infiltrant dans la montagne. Ici et là, une plaque commémorative, un buste, une stèle, rappellaient le combat des partisans contre les Allemands. Les blessures du passé ne sont pas cicatrisées. Elles sont occultées et la majorité est reconnaissante à Djukanovic d'avoir su épargner au Monténégro les atrocités des récentes guerres balkaniques. C'est aux Serbes de l'armée fédérale commandés par un Monténégrin que l'on doit la destruction de Dubrovnic. Ce sont les Croates qui ont détruit l'admirable pont de Mostar qui, jusqu'alors, avait défié les siècles. Les ethnies, les nationalités se sont massacrées allègrement. La quasi-unanimité de mes interlocuteurs aspiraient à faire partie de l'Union européenne. Mais ils rejetaient l'OTAN à laquelle les conduit Djukanovic sans état d'âme sous la pression des États-Unis.

Je n'ai pas voulu quitter le Monténégro sans rendre visite à l'un de ses hauts-lieux, le monastère d'Ostrog incrusté dans le roc. Les visiteurs affluent de toutes parts. Pas uniquement des orthodoxes, même s'ils sont l'écrasante majorité. Ils gravissent un escalier de pierre aux marches hautes conduisant à une chapelle minuscule. Pour y pénétrer, il faut se plier en deux. Des fidèles de tous les âges, parfois infirmes, écoutent dehors les chants rythmés par des voix graves et profondes. Un moine nous convia, mes compagnons et moi, à prendre le thé au monastère. La pièce, exiguë, était taillée dans le roc. Sur une étagère, quelques livres. Un fauteuil, large, recouvert d'étoffes, demeura vide : il était réservé au patriarche Pavlé qui réside à Belgrade. Notre hôte, le visage encadré d'une barbe, les cheveux noués en tronc, était d'une carrure imposante ; Il a passé trois ans à Istanboul aux côtés du patriarche Bartholomée. Celui-là même qui fut l'interlocuteur de Benoît XVI lors de sa visite, réussie, en Turquie.

La dissidence orthodoxe

Il y a au Monténégro une Église autochtone. Son influence est faible. L'orthodoxie, dans sa grande majorité, est serbe : « *Elle vit ici une situation comparable au sort des orthodoxes en Turquie et du patriarcat.* » Mon interlocuteur venait d'une famille monarchiste. Fidèle à la monarchie serbe, non à celle dont, à Paris, Nicolas Petrovic Njegosh est l'héritier. Aussi confie-t-il ses espérances. Inaccessibles, reconnaît-il... « *Je souhaite le retour à la Grande Serbie sous le règne des Karadjordjevic.* » Que pense-t-il des partis serbes au Monténégro ? « *Ils sont nombreux. Tellement qu'on pourrait croire qu'ils travaillent pour le gouvernement !* »

Ostrog et d'autres sanctuaires de la foi orthodoxe vivent en dissidence morale à l'égard de la forme actuelle de l'État. À terme, cet état de fait peut-il entraîner une conséquence politique ? Je ne détiens pas la réponse. L'interrogation mérite d'être formulée. Pour l'heure, Milo Djukanovic face à une opposition "balkanisée" tient les rênes comme me le confiait avec humour un ancien ambassadeur dans la région : « *Si Milo Djukanovic était né en Russie, Poutine n'aurait pas eu sa chance.* »

Charles-Henri Brignac

L'ACTION FRANÇAISE 2000

TARIF DES ABONNEMENTS
(paraît les 1er et 3e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an)	**76 €**
2. Premier abonnement Étranger (un an)	**85 €**
3. Abonnement ordinaire (un an)	**125 €**
4. Abonnement de six mois	**70 €**
5. Abonnement de soutien (un an)	**150 €**
6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	**60 €**
7. Outre-mer (un an)	**135 €**
8. Étranger (un an)	**150 €**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom . . . . . Prénom . . . . .
Adresse . . . . .
Code postal . . . . . Ville . . . . .
Tél. . . . . Courriel . . . . .

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

❑ INGÉRENCE

Obama, l'Europe et la Turquie

Washington n'a pas à imposer aux nations européennes ce qu'elles ont à faire ; il est temps de revenir aux réalités fondamentales. Les États-Unis veulent s'appuyer sur la Turquie pour promouvoir un islam modéré. Un pari risqué.

La visite de quarante-huit heures que vient d'effectuer le président Obama en Turquie risque d'être lourde de conséquences pour l'avenir des relations entre l'Europe et les États-Unis. Si la politique américaine demeure illisible au Proche-Orient ainsi que dans l'arc Pakistan-Afghanistan-Iran, elle se précise sur la Turquie, "l'islam modéré" et les relations du monde musulman avec "l'Europe". La vigilance s'impose.

Ankara et l'Union européenne

À deux reprises, devant la grande Assemblée turque à Ankara, puis en visitant Istanbul, Barack Obama a apporté le soutien chaleureux et exigeant des États-Unis à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Jamais ce soutien, connu depuis longtemps, n'avait été formulé avec une telle franchise, ni une telle brutalité. Washington exige. À son habitude Londres suivra.

Dans sa nouvelle politique envers ce que ses experts officiels appellent "le monde musulman" – sans plus de précision, ni la moindre explication sociologique ou historique – Washington croit avoir besoin de la Turquie. Les Américains reviennent à l'attitude de l'administration Carter – dont ils payent pourtant cher la stratégie aveugle et angélique - qui voulait favoriser un "islamisme modéré", gardien de l'ordre dans la région, assurant la "stabilité" des pays pétroliers et leur étant acquis... Dans sa phase initiale, cette politique a abouti au triomphe de la révolution islamique en Iran et à celui des Taliban en Afghanistan, ces derniers étant censés protéger "la route du pétrole d'Asie centrale" vers l'océan Indien ! Richard Hollbrooke, actuellement "représentant spécial" tout-puissant de l'administration Obama dans la région, était déjà l'un des principaux concepteurs et maîtres d'œuvre de cette politique.

Avec la Turquie où l'islamisme au pouvoir est plus rampant que brutal, Washington croit avoir trouvé le bon modèle à présenter au "monde musulman", considéré à tort comme un tout homogène. Il fait donc ce qu'il faut pour plaire à la Turquie certains lui soufflant que son intégration à l'Europe de Bruxelles constituerait une "garantie de démocratie" !

Même si sa politique à l'égard du conflit israélo-palestinien – ou irano-arabe – n'est pas claire, Washington souhaite un apaisement voire un accord de paix et de reconnaissance mutuelle entre la Syrie et Israël. Ankara, qui pratique une politique de coopération militaire avec l'État hébreu, œuvre en ce sens : la diplomatie turque sert de médiateur entre Damas et Tel-Aviv. Washington souhaiterait qu'elle continue. Son soutien actif à l'adhésion de la Turquie est le prix à payer.

Les stratèges économiques et politiques américains, notamment au sein de ces cercles de réflexion que sont le CFR et autre Trilatérale, n'ont jamais caché leur objectif de voir une Europe politiquement non structurée, mais constituant un marché totalement ouvert, le plus grand marché de consommation de la planète.

"L'Europe" de Bruxelles empêche déjà les grandes nations telles que la France ou l'Allemagne d'avoir une diplomatie digne de ce nom, la Grande-Bretagne avec toutes les clauses de sauvegarde imposées à son entrée dans l'Union et par le fait de son suivisme à l'égard de Washington, constituant un cas à part. L'élargissement a anéanti l'homogénéité initiale de l'Europe des Six ou des Neuf. La mise en place de la Banque centrale européenne, qui n'est responsable ni devant les États ni devant aucune représentation nationale – à l'inverse de la Banque centrale américaine – a enlevé aux États un instrument principal de la souveraineté, la monnaie. L'entrée de la Turquie, bientôt cent millions d'habitants, va "achever" l'Europe, vaste marché sans gouvernance politique ni identité. Les États-Unis, la Chine et peut-être la Russie seront les super-puissances des décennies prochaines, suivies par quelques pays émergents ayant conservé une certaine identité comme l'Inde ou le Brésil.

À l'Europe de constituer un marché ouvert, avec une monnaie solide mais sans direction politique, un vaste site touristique, et... une garantie de façade "démocratique" pour l'islam modéré et les pays producteurs du pétrole. Tel est le schéma mondialiste présenté par les "grands intérêts".

L'Europé doit choisir

Il ne s'agit pas de porter un jugement de valeur sur la Turquie, grand pays, héritier d'une civilisation brillante et pièce maîtresse de l'échiquier modéré... Il s'agit encore moins de juger l'Islam. On n'a pas à juger une religion dont les adeptes officiels dépassent le million d'hommes. Les débats théologiques ont leur place. Mais pas ici. Politique d'abord. Un débat sans passion partisane, loin des gesticulations politiciennes, sur l'élargissement de l'Union européenne et surtout sur l'adhésion de la Turquie, s'impose. D'autant plus que, déjà, la Géorgie et l'Azerbaïdjan envisagent ouvertement "d'entrer" dans l'Europe de Bruxelles. Pourquoi pas les pays d'Asie centrale ?

L'Europe ne doit pas devenir une carte dans le jeu planétaire des États-Unis. L'Obamania ambiante en Europe ne devrait pas conduire Washington à se permettre de décider des frontières d'un continent – la Turquie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan ne sont pas des pays européens – ni à imposer aux nations européennes ce qu'elles ont ou n'ont pas à faire. Il est temps de revenir aux réalités fondamentales.

Pascal Nari

L'OTAN DÉCHAINE LES PASSIONS

STRASBOURG tire un lourd bilan du sommet des soixante ans de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord : « *Pendant près d'une heure et demie, samedi après-midi [le 4 avril], le quartier Port du Rhin est devenu un no man's land aux mains des black blocks, qui ont incendié une pharmacie, un ancien poste de douane, un hôtel Ibis et ont aussi saccagé une église...* » (*20 Minutes.fr*, 6/4/09) La passivité des forces de l'ordre est pointée du doigt.
Autre fait marquant : la fronde de la Turquie contre la nomination d'Anders Fogh Rasmussen comme secrétaire général de l'Otan. Ankara reprochait au Premier ministre danois (démissionnaire le 5 avril) sa complaisance à l'égard de la publication des "caricatures de Mahomet" en 2005, ainsi que son refus d'interdire une chaîne de télévision kurde accusée d'être liée aux séparatistes du PKK. La Turquie a cédé, non sans avoir obtenu plusieurs contreparties, dont un poste de secrétaire général adjoint. Lequel aurait en charge, entre autres, les relations avec... l'Union européenne (selon l'observation de Nicole Gnesotto, invitée de *La Rumeur dans l'air* le 11 avril sur *France Culture*). En France, la "normalisation" décidée par le président de la République agite toujours les commentateurs. Dans un débat l'opposant à Jean-Pierre Chevènement dans les colonnes de *Valeurs Actuelles* (2/4/09), repris par *Les Manants du Roi*, Thierry de Montbrial invoque Louis XI pour défendre la politique de Nicolas Sarkozy. Il estime en outre « *que les hommes politiques français qui réfléchissent par eux-mêmes sur les questions internationales se comptent sur les doigts de la main* ». Le 5 avril, sur le plateau de *Ripostes* (*France 5*), Pierre Lellouche conteste l'automaticité des engagements découlant de la solidarité atlantique. Exaspéré à force d'être interrompu, Jean-Luc Mélenchon l'accuse d'être « *aligné sur les positions des la CIA* ». Outré, son interlocuteur regrette de ne pas être au XIX^e^ siècle : le cas échéant, « *je vous convoquerais en duel et je vous flinguerais* » assure-t-il devant Serge Moati.
Entre la Russie et l'Otan, la tension semble moindre, au point que le ministre polonais des Affaires étrangères, Radoslaw Sikorski, plébiscite l'entrée de Moscou dans l'organisation atlantique ! (*Bruxelles 2*, 2/4/09). Dans une tribune publiée le 31 mars par *Le Figaro*, le président Medvedev n'affiche pas une telle impatience, mais il se dit prêt à travailler avec Barack Obama sur le désarmement et la résolution du conflit afghan.

G.D.

» EXIT LA TCHÉQUIE

La présidence tchèque de l'UE étant plombée par la chute du gouvernement Topolanek, on évoquera d'autant plus rapidement le prochain semestre. Sous l'égide de **la Suède**, la gestion de crises et la protection civile (nouvelle compétence conférée à l'Union par le traité de Lisbonne) seront des priorités.

» BRICOLAGE

Andrew Duff s'inquiète de la viabilité de l'arrangement censé "vendre" **le traité de Lisbonne** aux Irlandais : « *Ajouter ce protocole au traité d'adhésion de la Croatie ouvrirait toute grande la voie à des attaques devant les tribunaux.* » Ce député au Parlement européen, particulièrement investi dans les dossiers institutionnels, était cité le 2 avril sur le blog d'Yves Daoudal (via *Open Europe*). Lequel avait signalé deux jours plus tôt la franchise du ministre britannique des Affaires européennes, Caroline Flint, à qui on demandait si elle avait lu les articles du traité relatifs à la défense : « *J'en ai lu un peu, mais pas tout... On m'a informé de la question.* »

» COUPAGE

À l'approche des élections européennes, l'adoption d'un règlement européen autorisant **la production du rosé par coupage** embarrasse le gouvernement. Le Comité de gestion des vins s'étant accordé sur un nouvel étiquetage, on pensait l'affaire expédiée, d'autant que la réforme était programmée depuis longtemps.
C'était compter sans la combativité de Michel Barnier, censée faire oublier l'indifférence passée du ministère de l'Agriculture. Selon Julie Majerczak, son entourage caresserait l'espoir de constituer une minorité de blocage (*Libération*, 7/4/09). À moins d'un retrait ou d'un nouveau report, le texte sera soumis au Conseil le 19 juin.

» TURQUERIES

La Turquie s'est-elle tiré « *une balle dans le pied* » en jouant les trublions au sommet de l'Otan ? Beaucoup le pensent, à l'image de Jean Quatremer (*Coulisses de Bruxelles*, 6/4/09). Le revirement de **Bernard Kouchner** en serait la preuve : le 7 avril, le ministre des Affaires étrangères a renié son soutien à l'adhésion d'Ankara à l'UE : « *Parce que j'ai été très choqué par cette forme de pression qui a été exercée sur nous* », a-t-il expliqué sur *RTL* (propos rapportés par l'AFP). Nous subodorons quelque influence du calendrier électoral.

» ASSIDUITÉ

Les souverainistes se disputent les dernières places du **classement des députés français au Parlement européen** selon leur assiduité en séance plénière en 2008 : le "bonnet d'âne" agité par *L'Internaute* (10/4/09) revient à Marine Le Pen, talonnée par Gilles Savary (groupe socialiste), Philippe de Villiers, Paul-Marie Coûteaux et Thierry Cornillet (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe).
Si l'absentéisme bénéficie facilement de l'écho médiatique, il n'est pas toujours significatif de l'investissement des parlementaires, quelque peu infantilisés par ces chiffres, et dont le travail s'effectue notamment en commission.

G.D.

LA POUDRIÈRE DU PAKISTAN

Semaine après semaine l'inquiétude sur la situation au Pakistan - plus de 160 millions d'habitants, puissance dotée d'armes nucléaires - grandit. Les attentats sanglants s'y multiplient – au rythme de deux par semaine ! –, l'impopularité des États-Unis s'accroît, le président Zardari est de plus en plus impuissant.
Richard Hollbrooke, "représentant spécial", s'y trouvait la semaine passée en compagnie du chef de l'état-major interarmées américain, l'amiral Mullen. Mais aucune ligne politique claire ne se dégage.
Washington souhaite, non sans raison, que le Pakistan accentue sa lutte contre le terrorisme islamiste. Il est prêt à l'aider encore davantage dans ce domaine. Mais la mainmise croissante des experts américains sur la politique pakistanaise et l'utilisation de son territoire pour effectuer des frappes en Afghanistan accentue le malaise dans le pays et discrédite un peu plus chaque jour l'action d'Islamabad. D'autant plus que tout en pressant les Pakistanais de lutter contre le terrorisme, les Américains tentent de prendre langue avec les Taliban, c'est-à-dire ces même terroristes ! La distinction exposée en Occident, et quasi officialisée par le président Obama dans ses discours, entre Taliban "modérés" et El-Qaïda, fait évidemment sourire quiconque connaît tant soit peu l'islamisme et la situation sur le terrain en Afghanistan, au Pakistan et en Iran pourtant chi'ite selon la formulation officielle, mais dont l'aide aux Taliban et aux réseaux d'El-Qaïda, sunnites les uns et les autres, ne cesse d'augmenter !
Basée sur une connaissance imparfaite des données, mal conçue, pleine de contradictions que l'on n'ose même pas évoquer dans la "grande" presse, la politique américaine dans cette région risque d'aller d'échec en échec.
Nous espérons tellement nous tromper...

P.N.

❑ **ÉTATS-UNIS-MEXIQUE**

La guerre de la cocaïne

Une guerre sanglante et inavouable est menée par les cartels de la drogue à la frontière mexicaine. Les quotidiens publient d'effroyables récits de soldats torturés, de magistrats saignés à blanc, d'anciens officiers démembrés.

Le président Barack Obama doit séjourner les 16 et 17 avril dans un pays en guerre avec les États-Unis. L'Irak ? Il vient d'y passer quelques heures au milieu des soldats. L'Afghanistan ? La visite est programmée mais n'aura lieu que cet été. Il se rend au Mexique, géant d'un tiers monde impulsif et somnolent, contre lequel la guerre est sanglante, feutrée, inavouable.

La frontière méridionale est en flammes. Le célèbre Rio Grande charrie des cadavres. Les 3 000 kilomètres qui séparent Californie, Arizona, Nouveau-Mexique et Texas de 110 millions de latinos apparaissent comme un vaste champ de bataille avec ses tueries quotidiennes. Devant Obama, on répétera que la situation devient dramatique ; et on dénoncera une fois de plus la brutale offensive lancée contre l'Eldorado du Nord par les cartels de la cocaïne et de l'héroïne . Ce sont eux les fauteurs de guerre. Ils cherchent à contrôler un marché annuel de 65 milliards de dollars.

Un conflit d'un autre âge

Lancée à partir des provinces frontalières de Sonora et de Chihuahua par deux cartels rivaux, Sinaloa et Juarez, cette offensive a tué l'an dernier près de 8 000 mexicains et plus d'un millier de policiers américains. Un chiffre supérieur au nombre de GI's mis hors de combat depuis sept ans en Afghanistan. Une véritable guerre dirigée par des trafiquants ayant pignon sur rue - notamment Joaquin Guzman, classé 701e milliardaire mondial par le magazine *Forbes* – et assurée par une armée de 100 000 pistoleros, les fantassins d'innombrables expéditions punitives dont les petits chefs ont repoussé les limites de l'horreur.

Quatre villes frontalières (Tijuana, Nogales, Agua Prieta et Ciudad Juarez) s'éveillent chaque matin dans la puanteur des corps mutilés, souvent décapités, que l'on découvre enveloppés dans des sacs en plastique le long des trottoirs, au fond des décharges publiques ou devant le domicile de notables locaux. Des dizaines de cadavres chaque jour. C'est le règne de la terreur.

Militaires mexicains à Michoacán en 2007

Les cartels de la drogue musèlent ces grosses agglomérations comme autrefois la peste devait, par sa terrible présence, emprisonner d'immenses communautés. Dans les deux cas, une menace lourde, implacable, obsessionnelle. On ne compte plus les policiers et les juges qui ont payé de leur vie une intégrité morale qui devient de plus en plus difficile à défendre. Dans le corridor américano-mexicain, les quotidiens des deux pays remplissent leurs colonnes d'informations locales avec d'effroyables récits de soldats torturés, de magistrats saignés à blanc, d'anciens officiers démembrés.

À Ciudad Juarez, en février, six policiers furent froidement abattus dans la rue. Leur chef préféra démissionner lorsque les tueurs lui firent savoir que d'autres policiers seraient abattus s'il s'obstinait à rester à son poste. Ce chef était un des derniers épargnés par la corruption. Une corruption tentaculaire qui a permis aux cartels de la drogue de doter leurs "combattants" d'un matériel ultramoderne : fusils d'assaut, mitrailleuses lourdes, tubes lance-roquettes, jeeps blindées, hélicoptères, visions nocturnes et systèmes de communication électronique. L'arsenal complet d'une armée en campagne. On croit rêver.

Prolongements à l'intérieur

Cette guerre au Mexique pour le contrôle des couloirs d'acheminement de la drogue devait fatalement se prolonger à l'intérieur des États-Unis pour le verrouillage des zones de distribution : les deux extrémités de tout circuit clandestin. Les cartels ont intégré à leur dispositif près de deux cent cinquante villes américaines, dont un grand nombre sont très éloignées de la frontière. Certaines sont devenues de véritables plaques tournantes de la marijuana, de la cocaïne et de l'héroïne. Parmi ces centres de transit : Phoenix en Arizona, Houston au Texas, Atlanta en Georgie. Trois villes désormais aux avant-postes. La violence s'y est accélérée au cours des deux dernières années. Et le pourcentage d'enlèvements suivis d'exécutions sommaires y a doublé depuis janvier 2008. Désastreu bilan sur fond de bras de fer : les autorités mexicaines reprochent à celles de Washington leur échec dans la lutte contre la consommation de drogue. Obama, de son côté, pourrait sur le même ton critiquer son homologue Felipe Calderon pour avoir laissé s'exporter la plus purulente des formes de guérilla.

Les Dix qui font la loi

Calderon fut élu en 2006 parce qu'il promettait d'éradiquer la violence générée par les cartels de la drogue. Trois ans plus tard, il fait la preuve de son incapacité à sortir son pays d'une passe dangereuse. Malgré les 50 000 soldats mobilisés contre les pistoleros de la cocaïne, et les 700 millions de dollars généreusement offerts par l'ex-président Bush pour "muscler" l'appareil répressif. À cette somme déjà rondelette, Obama vient d'ajouter 1,4 milliards de dollars.

La bonne question n'est pas de savoir à quelles fins précises sera consacré ce magot, mais combien il en restera après le passage des piranhas de la corruption. Ce problème, personne ne l'ignore. Mais le sujet demeure tabou. Si tabou que le Mexique est en train de se liquéfier dans le carcan des seigneurs de la drogue. La force, c'est eux. La loi, c'est eux. Ils sont une dizaine à se partager le pays et à profiter au maximum de deux circonstances favorables. D'abord, la crise économique qui pousse les Américains vers les stupéfiants et les Mexicains vers le chômage : au Nord, les clients abondent ; au Sud, les tueurs affluent. Ensuite, la scandaleuse porosité d'une frontière qu'aucun dirigeant de Washington n'a sérieusement voulu verrouiller sur toute sa longueur. C'est par là qu'est entrée la guerre.

De notre correspondant aux États-Unis
PHILIPPE MAINE

» OCCUPATION

L'appartenance de **Mayotte** à la France, confortée par le statut de département qui sera prochainement conféré à cette île de l'océan Indien, est assimilée à une « *occupation* » par les vingt-deux membres de la Ligue arabe (parmi lesquels figurent les Comores). Leurs dirigeants étaient réunis à Doha le 30 mars pour leur XXIe sommet. Dans leurs résolutions finales, rendues publiques le lendemain, citées par l'AFP, ils « *demandent à la France de poursuivre le dialogue avec le gouvernement comorien pour parvenir à un règlement qui garantit le retour de l'île Mayotte sous la souveraineté des Comores* ».

» HUMILIATION

Le président de la République a-t-il courbé l'échine devant la Chine ? Un communiqué du ministère des Affaires étrangères l'a laissé entendre le 1er avril : « *La France et la Chine réitèrent leur attachement au principe de non-ingérence. [...] La France récuse tout soutien à l'indépendance du Tibet sous quelque forme que ce soit.* »

G.D.

» DE L'IRAN À L'AFGHANISTAN

Présidé par Chapour Sadlet, le Mémorial des Rois a rendu hommage à Fereydoune Sahebjam le 28 mars dernier, sous la forme d'une conférence commémorative intitulée *Des palais du Shah aux montagnes d'Afghanistan* (1933-2008) [1].
Grand écrivain iranien d'expression française, auteur d'ouvrages célèbres tels que *Je n'ai plus de larmes pour pleurer* et *La Femme lapidée*, Fereydoune Sahbjam fut un opposant de la première heure à la barbarie instituée en Iran en 1979, lors de la prétendue Révolution islamique de l'ayatollah Khomeny qui renversa la plus ancienne monarchie continue du monde indo-européen, la monarchie perse. Il a été un des rares à avoir mis en garde l'Occident contre l'alliance des totalitarismes communiste et islamiste qui s'était scellée contre le Shah à une époque où les Sartre, Beauvoir et autres Foucault s'extasiaient devant "l'imam" autoproclamé de Neauphle-le-Château. Enfant unique d'une mère princesse iranienne catholique et d'un père diplomate, cet aristocrate de tradition royaliste et passionnément francophone fut, sa vie durant, l'ardent défenseur des valeurs communes de la France et de la Perse éternelles liées par des affinités électives qui transcendent les aléas de l'histoire immédiate.

PERCEVAL

1 - À la mairie du Ve arrondissement, place du Panthéon.

LES FILMS D'AVRIL

LES TROIS ROYAUMES

Les seigneurs de la guerre ! En s'appuyant sur un classique de la littérature chinoise du XIIIe siècle, John Woo signe une fresque épique et historique de 2 heures 25 sur une bataille : la bataille de la Falaise Rouge, que se livrèrent trois seigneurs de trois royaumes dans la Chine divisée de l'année 208 après Jésus-Christ. Du grand spectacle pour une épopée resplendissante du genre "guerre de trois, qui a bien eu lieu" !

MONSTRES CONTRE ALIENS

Mars attaque ! Pour sauver la Terre de la convoitise d'un affreux Martien, le gouvernement américain appelle à la rescousse des "monstres" génétiquement modifiés, cachés aux yeux de la population façon le zoo de créatures venues d'ailleurs de *Men in Black*,

pour repousser l'invasion. À la tête de ces "freaks", une jeune fille devenue gigantesque à la suite de radiations. Avec ce dessin animé en 3D, Rob Letterman et Conrad Vernon, des studios Dream Works, signent un agréable divertissement, drôle et bourré de clins d'œil aux films de SF (*L'Attaque de la femme de 50 pieds*, *Le Blob*, *La Guerre des mondes*, *La Guerre des monstres*, *Mothra*), Pour petits et grands.

ERREUR DE LA BANQUE EN VOTRE FAVEUR

Une comédie du genre "les initiés se rebiffent" avec notamment Gérard Lanvin en maître d'hôtel de banquiers pas très clairs qui tente de les surpasser en matière de délit d'initié.

DANS LA BRUME ÉLECTRIQUE

Un excellent polar de Bertrand Tavernier, d'après un roman de James Lee Burke, avec notamment Tommy Lee Jones en policier enquêtant dans les bayous sur un tueur en série de jeunes filles et sur les raisons de la mort, dans les marais, quarante ans plus tôt, d'un Noir dont l'ouragan Katrina a déterré le squelette.

Alain Waelkens

❑ TÉLÉRÉALITÉ

La misère spirituelle exploitée

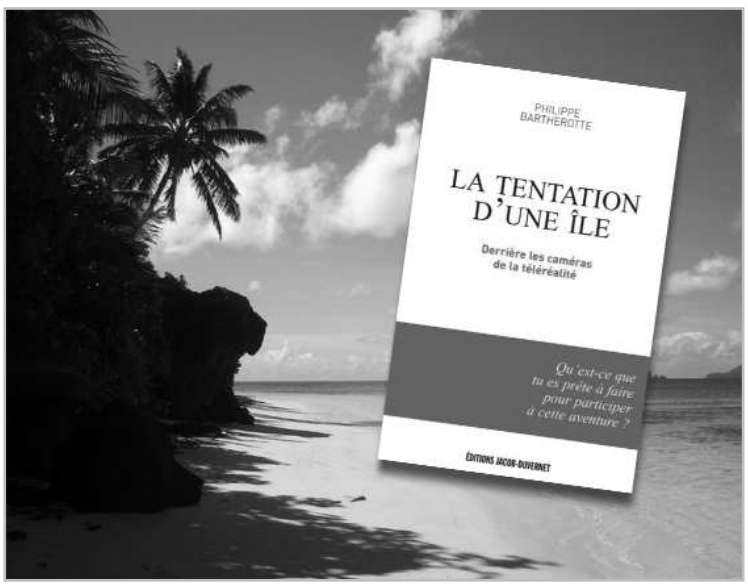
Truquages, pressions, manipulations... Un homme du sérail dénonce les pratiques des producteurs de téléréalité, exploitants peu scrupuleux des fragilités d'un peuple bercé dans l'illusion de sa souveraineté.

Chacun avouera sans aucun doute autour d'un verre, lors d'une discussion amicale, qu'il a un jour cédé à la tentation de visionner avec plus ou moins d'intérêt une émission de téléréalité. Bien sûr, chacun sait que cela est plus ou moins truqué, mais sans prendre réellement conscience de la machinerie médiatique faisant grimper l'audience.

Manipulation mentale

C'est ce que Philippe Bartherotte tente de dévoiler à travers son ouvrage, *La Tentation d'une île* [1]. Journaliste de téléréalité de 2001 à 2008, il a mis fin à sa carrière en révélant les méthodes de production peu scrupuleuses de *Pékin Express*. Connaissant les tenants et aboutissants de cette supercherie, il livre également un témoignage percutant sur les autres émissions auxquelles il a participé en tant que *casteur* (responsable des *castings*) et journaliste : *L'Île de la tentation*, la *Star Academy*, et *Le Village*, une production dantesque sur des chômeurs commandée par *France 2* !

Dans une société où liberté et désir sont confondus, où les hommes se font de plus en plus spectateurs au détriment de leur vocation à établir le collectif et à s'inscrire comme acteurs souverainement libres, dans un monde où le consumérisme boulimique a auguré le culte obscurantiste de l'image, comment ne pas lier ces phénomènes à l'apparition frénétique de la télé-réalité ? N'a-t-on pas substitué aux goulags soviétiques une matrice subtilement fondée sur la manipulation psychanalytique, dont l'arme infaillible s'appelle l'idéologie du désir ? Les jeunes filles participant aux *castings* sont comme par hasard le plus souvent recherchées dans les milieux superficiels des *nigth clubs* où image et existence sont intrinsèquement liées. Elles sont prêtes à tout pour assouvir leur rêve de célébrité.



Philippe Bartherotte confirme que le marché médiatique prospère sur le terreau de l'immoralité.

Pour *L'Île de la tentation*, l'objectif de la production est clair : les couples doivent se déchirer sinon l'audience chutera. En effet, la fidélité ne fait plus vendre... Pour faire craquer les couples, tout est permis et ingénieusement préparé avec l'aide de spécialistes de la manipulation mentale. Dès lors le programme quotidien est loin d'être de tout repos : sauts en parachute, consommation excessive de cocktails alcoolisés, *interviews* et sommeil écourté permettent, au moindre dérapage d'un des deux concubins, d'enclencher l'engrenage qui mettra fin à leur histoire amoureuse.

En suivant le cheminement de Philippe Bartherotte, on découvre que le marché médiatique prospère sur le terreau de l'immoralité, élevée au rang d'horizon indépassable de nos sociétés. Dans chaque épisode du *Village*, un chômeur doit quitter l'aventure sans aucune assistance sociale. Une émission commandée par *France 2*, dont le président, Patrick de Carolis, avait affirmé que jamais sous son autorité la téléréalité n'apparaîtrait sur le service public audiovisuel. Heureusement pour lui, Jean-Louis Borloo en empêchera la diffusion. L'argent du contribuable aura été gaspillé dans un tournage exploitant la misère sociale de notre pays.

Scandale de *Pékin Express*

Le clou du spectacle, entérinant le caractère profondément sulfureux de ces émissions, demeure le scandale de *Pékin Express*. Ce jeu d'aventure qui, selon les mots du journaliste, *« véhicule les valeurs de courage et de dépassement de soi »*, était truqué pour favoriser les équipes préférées de la production. Tout était joué d'avance et ni le mérite ni l'ingéniosité des participants ne changèrent le cours du jeu. Une équipe pouvait être éliminée à chaque étape, c'est pourquoi des voitures étaient payées par la production pour prendre en stop les chouchous du public.

Le pire dans tout cela, mais le plus prévisible, est que très peu d'articles de presse ont soutenu ce courageux journaliste, la plupart des pseudo-journaux transgressifs (*Entrevue*, *Marianne*) ayant gardé l'événement sous silence. Une fois de plus, cette affaire révèle le rapport de force démesuré entre le pouvoir médiatico-politique, qui crée ses ennemis pour mettre en place une fiction de pouvoirs et de contre-pouvoirs, et le peuple de France qui gobe indubitablement les divers aspects de la mascarade en croyant être libre et souverain. Maintenant c'est clair ! On nous prend pour des imbéciles...

Antoine Melliès

1 - Philippe Bartherotte : La Tentation d'une île. *Éditions Jacob-Duvernet, 338 pages, 20 euros.*

❑ PROMENADE LITTÉRAIRE

Une heure douce-amère...

Un après-midi à Chantoiseau, sur les bords de la Rance : promenade à la recherche d'une sérénité printanière et française.

« Mars qui rit malgré les averses - Prépare en secret le printemps... » disait une poésie que nous avons souvent roucoulée en nos années d'enfance et d'école primaire. En fait d'averses, mars nous fit présent de manifestations de rues. Lassé de ces émois urbains et quasi quotidiens, j'ai résolu d'adopter le conseil de mon ami Polydore, qui me propose pour remède et, en somme, pour cure homéopathique, une promenade solitaire dans une discrète campagne : antidote aux tumultes des foules et à tant de vociférations confuses.

En somme, un recours digne d'Alphonse Allais à une idéologie déambulatoire, à un *jogging* réactionnaire, à une diversion bucolique. Mais ma coquine d'arthrose ne pouvant me permettre un long parcours, je me fis transporter sur les bords de la Rance, afin d'offrir aux génies protecteurs des âmes rustiques l'hommage d'une vingtaine de pas sous les grands arbres encore défeuillés.

Province idéale

À la recherche d'une sérénité printanière et française, je contemplais, par-delà les ondes, sur l'autre rive, la résidence qui a pour nom "Chantoiseau". Ce nom vient peut-être de quelque propriétaire amateur de lyrisme au siècle dernier ou avant-dernier, à moins qu'il n'eût été transmis d'âge en âge depuis les temps médiévaux. Ma cousine Dorothée Follavoire m'assura naguère que l'on pouvait ouïr sur ces rives d'harmonieux échos, simplement peut-être le bavardage des oiseaux des parages. Quoi qu'il en soit, il n'est pas en ces lieux de jour ni d'heure où des voix agraires ne viennent conforter nos âmes, fût-ce en des temps troublés par les émeutes urbaines ou par les caprices saisonniers du ciel printanier.

Même imaginaires, les échos riverains s'unissent pour promettre les allégresses du cœur, les élans de raison toujours jeune en France, et les mystérieux appels que depuis toujours le promeneur attribue à la Nymphe Écho. Des bribes d'une balade de Villon reviennent hanter ma mémoire, évoquant Écho qui parle : « *Quand bruit on mène - Dessus rivière ou sus étang.* » Près de moi, faisant de loin face à Chantoiseau, il y a une construction ouverte à tous les vents qu'on nomme "L'asile des Pêcheurs", et la malignité des promeneurs familiers leur suggère une interprétation erronée du terme équivoque. Je discerne un peu loin devant le bâtiment, pendu à un arbre, un carré de tissu – me semble-t-il – battu par le vent et sans doute porteur d'une inscription vantant une fête villageoise des semaines passées...

Amertume et douceur subtilement dosées... Les rêveries sur ces rives nous apparaîtront toujours comme une des provinces idéales, mystérieuses et complémentaires du vieux Royaume. Des après-midi comme celui qui déjà s'assombrit doivent rester le lieu magique des réconforts, un canton français qui portera toujours le nom de Chantoiseau...

Jean-Baptiste Morvan

❑ COLLOQUE

L'influence culturelle de l'Action française

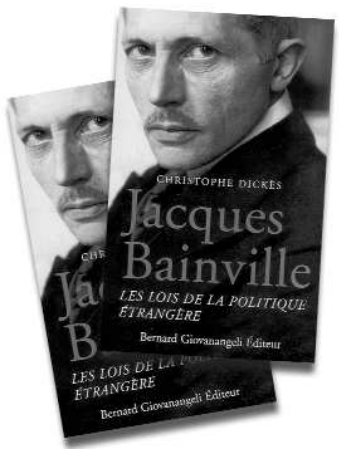
On ne louera jamais assez les professeurs Olivier Dard (Metz), Michel Leymarie (Lille) et Neil Mac William (Duke) d'avoir organisé du 25 au 27 mars le troisième colloque consacré à *L'Action française, culture, société, politique*. Le succès de ces journées et la valeur des différentes interventions, près d'une trentaine, sont venus récompenser leurs efforts et les inciter à poursuivre le fructueux sillon qu'ils ont commencé à tracer depuis quelques années. En voici un survol, en attendant les actes.

Michel Leymarie, dans son introduction, remarque que la moitié des intervenants sont étrangers, ce qui atteste du rayonnement de Maurras au-delà de l'hexagone et de l'adhésion de ces chercheurs à une démarche d'histoire socio-politique et culturelle.

Avant 1914

Grégoire Kauffmann, biographe d'Édouard Drumont, tente de jeter un pont avec le chef de file de *La Libre Parole* dont Maurras revendique l'influence sur ses pamphlets. Il tente de faire mieux dans le style et les idées, si bien qu'à la fin des années 1900, le style maurrassien finit par influencer Drumont.

Philippe Secondy, universitaire montpelliérain, analyse la verve pamphlétaire de Léon Daudet, auteur de cent vingt-huit ouvrages de 1891 à 1941, et dont *L'Observateur* estime qu'il a rédigé plus de neuf mille articles notamment dans *L'Action Française* entre 1908 et 1941. Daudet a jeté un regard caustique sur ses contemporains, se définissant comme polémiste et historien des mœurs de son temps. M. Secondy s'interroge sur les ressorts de l'arme pamphlétaire et l'outil politique que constitue cette plume.



Christophe Dickès, biographe de Jacques Bainville, s'intéresse à la critique littéraire et théâtrale de l'historien d'AF. Bainville, cela peut surprendre, sait apprécier la nouveauté, par exemple le retour de l'opérette italienne. Sa critique littéraire révèle une certaine sensibilité, qui détonne avec l'analyste froid de la politique internationale. Ce relent émotionnel se retrouve dans ses travaux d'histoire au moment où il écrit son *Napoléon*.

Laurent Joly, chargé de recherche au CNRS, biographe de Xavier Vallat, évoque *La Revue Critique des idées et des livres*. Il en présente le fondateur, Jean Rivain, figure oubliée de l'AF. En 1908, ce dernier créa *La Revue Critique* qui devait à l'origine se substituer à l'ancienne revue bimensuelle d'Action française. Jean Rivain développe des thèmes variés et lui donne un format de plus en plus élégant si bien que la publication connaît le succès jusqu'à tirer à 3 300 exemplaires en 1912. Son éclectisme – éloge de Musset, Rousseau ou Gérard de Nerval – aboutit à une rupture violente en 1914. M. Joly insiste sur la compétition entre Jean Rivain et Georges Valois. Il termine sur la saignée de la Grande Guerre : sur quarante collaborateurs, vingt-cinq meurent en 14-18.

Thomas Roman, spécialiste des revues traditionalistes, traite de *L'Indépendance, avec ou sans Maurras ?* Figure de proue des antidreyfusards du lendemain, connu pour ses théories sur le syndicalisme révolutionnaire, Georges Sorel est présent dans les rangs de *L'Indépendance* . Un journal dont le titre témoigne de la volonté d'éviter la récupération maurrassienne. Mais ce projet néoconservateur ne tient pas : la personnalité de Jean Variot compte beaucoup dans l'attraction des plumes nationalistes. Les critiques répétées des socialistes contre le journal de Sorel poussent celui-ci à le quitter en 1913, d'autant qu'il doute d'une possible restauration monarchique.

Priscilla Parkhurst Ferguson, sociologue à l'université de Columbia, traite des chroniques de la vie ordinaire dans *L'Action Française* : étude de l'orientation idéologique de la publicité et des articles de mode et cuisine de Marthe Allard Daudet, alias Pampille, auteur des *Bons plats de France*.

Philosophie politique

Michael Sutton, universitaire anglais, spécialiste de Charles Maurras, s'intéresse aux philosophies blondélienne et bergsonienne face au maurrassisme, deux philosophies de l'action confrontées à Maurras prônent l'action... française, en compétition pour enrôler les jeunes esprits. Faut-il les opposer ? Jacques Maritain, transfuge du bergsonisme, va représenter par son néothomisme la seule tentative philosophique de l'AF, avec cependant la rupture qu'on lui connaît après la condamnation vaticane.

Jérôme Grondeux, universitaire parisien, historien des idées, intervient sur *Maurras, les maurrassiens et Péguy*. Le point de départ de Péguy, sorte de socialisme kantien qui prêche par la parole l'exemple, est très loin de Maurras et Barrès. Mais les derniers combats de Péguy sont menés en parallèle avec l'AF contre la Sorbonne et pour les humanités classiques. M. Grondeux s'interroge sur les problèmes que pose la lecture de Péguy chez les maurrassiens, et sur ce que'elle peut nous apprendre sur lui.

Gide, un anti-Maurras ? **Jean-Michel Wittmann**, universitaire messin, fait référence à l'expression d'Henri Massis : « *Gide, un anti-Barrès* ». En juin 1945, Gide répond à Léon Roudiez que Maurras est pour lui un non-sujet, mise à part la querelle des peupliers en 1903, débat autour des *Déracinés* de Barrès où Maurras reproche à Gide d'être un corps étranger à la nation du fait de son protestantisme. Mais cet affrontement est biaisé par la personnalité de Barrès, auquel Gide préfère se référer, le considérant comme un ennemi d'envergure bien plus importante. En dépit d'un rapprochement durant l'Union sacrée, Gide s'éloigne radicalement dès l'après-guerre et se lance dans une reconquête du classicisme face à la perception maurrassienne de ce dernier. Gide règle définitivement son compte à Maurras dans *Les Faux-monnayeurs* (1925), inventaire des idées politiques et sociales de la Belle Époque.

André Gide
1869-1951
Un anti-Maurras ?

Qu'est-ce que la race ?

Abordant la notion de race, **Carole Reynaud-Paligot**, de Paris I, démontre que Maurras est resté étranger à la fascination exercée de son temps sur les philosophes, philologues, etc. par l'anthropologie raciale républicaine, matérialiste et anticléricale. S'il ne nie pas que des spécificités biologiques puissent expliquer la psychologie de tel peuple, sa germanophobie essentialiste le conduit à réfuter les thèses de "race pure". Maurras accorde que l'élément celte, à côté du romain, a concouru à la formation du type français. La race française est ainsi un composé invariable depuis le Ve siècle. Pour lui, la race biologico-culturelle n'est pas le facteur central de l'histoire et de la géopolitique de l'Europe : la nature humaine est primordiale, ce qui le distingue de l'antisémitisme à l'allemande. S'il considère les naturalisations massives comme des simagrées administratives, il ne fait preuve que d'une opposition modérée à l'union entre individus de "races" différentes. L'Algérie française a montré qu'une situation pouvait être plastique et évolutive.

Lecture fut donnée de l'ingénieuse communication du professeur **Marthe Hanna**, de l'université du Colorado, tendant à prouver que l'AF, en dénonçant pendant la Grande Guerre les responsabilités de la philosophie kantienne et de son jacobinisme latent sur l'esprit public français, poursuivait les querelles de l'affaire Dreyfus. La filiation Luther-Kant lui aurait permis de dédouaner la France de sa responsabilité dans la Révolution et dans la division de l'Europe qui s'ensuivit. Pierre Lasserre, Léon Daudet, Henri Vaugeois devaient instruire ce procès au long de la guerre. Il serait toutefois exagéré de ne voir dans l'union sacrée pratiquée par l'AF qu'un double jeu politique devant l'ennemi : on ne saurait suivre miss Hanna dans son affirmation gratuite que la chasse aux traîtres n'avait d'autre but que de déshonorer les républicains !

Michel Grunewald, directeur du Centre d'études germaniques de Lorraine, évoque l'un de ses prédécesseurs : Louis Raynaud (1876-1946). On pourrait penser que les germanistes français constituaient avant-guerre un groupe imperméable aux idées de Maurras ; on découvre le contraire, signe de la prégnance du maurrassisme sur les élites, y compris sur certains universitaires. Pour Maurras, il y avait une opposition absolue entre l'âme française et allemande. La France était l'héritière de la Grèce antique, alors que depuis Luther l'histoire de l'Allemagne était une véritable descente aux enfers. Louis Reynaud fit écho à ces idées dans les sept ouvrages qu'il consacra à l'Allemagne. Il était aussi, comme Maurras, hostile au romantisme qu'il considérait à l'opposé du classicisme français. L'Allemagne était donc inférieure à la France. Le conflit n'était fructueux que lorsque la France était la plus forte. Malheureusement depuis le XVIIIe siècle, et surtout depuis 1870, avec l'adoption du kantisme, la France était la plus faible.

À partir de *Trois Idées politiques* (1898), le Pr **Robert Kopp**, de l'université de Berne, s'amuse à relier l'antiromantisme maurrassien à celui de critiques contemporains et d'en faire une opinion littéraire assez banale depuis le milieu du XIXe siècle, de Comte à Lasserre en passant par Lemaître et Faguet. Le génie de l'auteur étant d'inclure, à grand renfort de formules quasi-publicitaires, Rousseau parmi les romantiques, ce qui autorisait la critique de la Révolution.

Antiromantisme

Gaetano De Leonibus, professeur de français dans l'Oregon, présente une interprétation du classicisme maurrassien opposant Henri Clouard et Lasserre à leur maître, en en faisant les victimes d'un retournement de Maurras désireux de s'exonérer en 1913 devant Rome d'un "athéisme" et d'un nietzschéisme gênants, qui serait la cause de leur rupture ultérieure. Quoi qu'il en soit des divergences sur la "dialectique de la confession", l'un comme l'autre, passés au libéralisme, chercheront, leur vie durant, à charger Maurras pour se justifier.

Nietzsche
Une référence gênante ?

Neil McWilliam, enseignant l'histoire de l'art à l'université Duke, réévalue la "crise de la masculinité" à la fin du XIXe siècle comme clivage entre le romantisme des intellectuels dreyfusards décadents et les classiques lucides désireux de domi- »»»

»»» ner les forces de la nature. C'est bien la réaction esthétique qui motivera l'engagement de Dimier ou Clouard.

Christian Amalvi, professeur à l'université de Montpellier, rappelle que la prière de Maurras sur l'Acropole n'est pas confinée à l'esthétisme philosophique face au développement de ce qu'Albert Thibaudet appelait son « *nationalisme athénien* ». Pour la force et la durée, c'est l'Empire romain qui est salué par Maurras, qui loue également la Rome pontificale, mais qui est aussi un félibre, un admirateur de la décentralisation, et la Provence joue le rôle d'interface entre la beauté hellénique et la France. M. Amalvi relève cependant qu'il y a plusieurs antiquités chez Maurras, dont l'une au visage grimaçant (incursions de l'antiquité juive et orientale). Bizarrement, M. Amalvi compare l'attrait pour l'antiquité de Hitler et Maurras. Il insiste peu sur la germanophobie de de dernier, qui l'a placé en première ligne des résistances à Hitler dès le début des années trente !

Esthétique

Le Pr **Gerd Krumeich**, de Düsseldorf, trouve que l'AF a eu « *du retard* » dans le culte de Jeanne d'Arc par rapport au mouvement général de la Droite. Avant la Première Guerre mondiale, l'AF se consacra à la défense militante de la libératrice de la patrie outragée par l'université de Thalamas et la gauche. Après, rançon du succès, elle semblerait avoir été marginalisée par le culte clérical et officiel. Maurras n'exprima que dans les années 1920-1930 sa vision de la Pucelle : il en retenait une Jeanne royaliste, à l'opposé d'une bergère démocrate « *trahie par son roi et brûlée par les prêtres* », voyant en elle un soldat dans l'âme, pénétré du caractère politique de sa mission (*Méditation sur la politique de Jeanne d'Arc*).

Maxime Réal del Sarte, sculpteur engagé, est l'objet d'une communication d'une rare érudition et d'une sensibilité maîtrisée. **Mlle Agnès Callu**, conservateur du patrimoine, chargé de cours à la Sorbonne et chercheur-associé à l'Institut d'histoire du temps présent, est également la coéditrice d'un choix de lettres autographes à Charles Maurras courant de 1898 à 1952. Après une formation classique à l'école des Beaux-Arts, à l'académie Jullian et dans l'atelier de Paul Landowski notamment, le traumatisme de la Guerre, où il perdit un bras, incita Maxime à mettre son art au service exclusif de ses idées. Sa vocation trouvée, il sublimerait l'AF par le biais allégorique. Il donna deux axes principaux à son œuvre : la glorification des saints protecteurs du royaume des lys (Geneviève, Louis) et celle des morts à la guerre, par d'innombrables monuments aux morts. Parallèlement, il développa une œuvre plus personnelle, inspirée de Maurras : *Le Premier Toit* (salon de 1918), etc. Son engagement de camelot (« *La force des camelots est d'être impeccables* » déclara-t-il le 18 décembre 1931) se poursuivit pendant la Deuxième Guerre mondiale, où il joua un rôle dans la Résistance au Pays basque. De 1909 à 1953, il ne sculpta pas moins de trente-six représentations de Jeanne d'Arc. Il avait compris que la politique se nourrissait du culturel pour justifier son action. Sa leçon demeure : « *Nous avons le devoir de maintenir coûte que coûte le droit au culte public de Jeanne d'Arc.* »

Michèle Passini, pensionnaire à l'Institut national d'histoire de l'art, expose l'hostilité que Louis Dimier (1865-1943) vouait aux notions d'art, de génie et de caractère national. Ce qui l'opposait aux organisateurs de l'exposition des "Primitifs français" (1904) et au créateur du musée des Monuments français, Alexandre Lenoir, le rapprochait de la conception de l'histoire de l'AF. Il dénonçait la révolution davidienne qui, ayant supprimé l'académie des Beaux-Arts, organe royal de contrôle et de protection, soumit l'artiste à la tyrannie des ateliers. Pour Dimier, un maître ou une élite devaient guider le goût public.

Civilisation

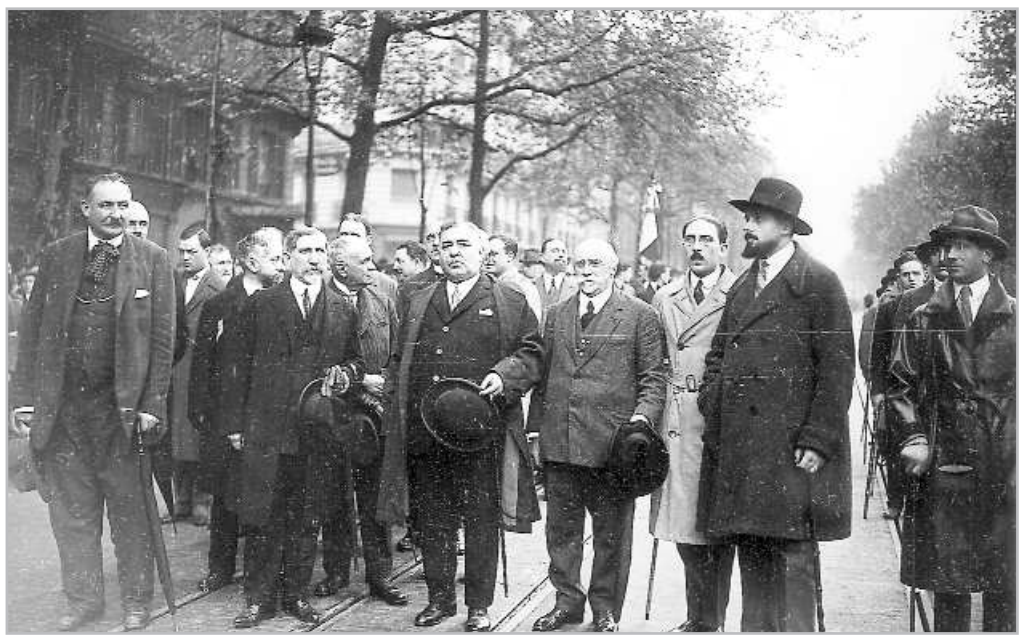
Il faut un esprit aussi pénétrant que celui d'Olivier Dard pour analyser la personnalité d'Henri Massis, aux marges de l'AF tout en étant son meilleur ambassadeur. Critique littéraire remarqué, adepte, de Bergson et Barrès, il fut conduit à Maurras par celui-ci. Il participa avec Maritain et Psichari au renouveau catholique avant 1914. Massis fut un auteur à succès (*Défense de l'Occident*, *Les Cadets de l'Alcazar*), mais aussi la cheville ouvrière de la *Revue Universelle*, qui attira dans l'orbite maurrassienne des écrivains étrangers à l'AF. Ce fut également un éveilleur d'hommes, révélant Jean de Fabrègues, Brasillach, Maxence, Thierry Maulnier. En 1951, il publia *Maurras et notre temps*, ce qui entraîna une polémique avec Albert Béguin écrivant dans *Esprit* que l'Action française était encore dangereuse. Massis répondit par *La Grande Peur des gens d'esprit* qui ressuscitait le débat des années trente. Il n'a jamais varié dans ses idées.

Ludovic Morel, doctorant de l'université de Metz, évoque Thierry Maulnier. Jeune intellectuel des années trente, il fut attiré à l'AF, comme Brasillach, par la littérature. Pour lui, le romantisme, c'était l'Allemagne, le classicisme, la France. Il dirigea avant guerre *L'Étudiant Français* avec Brasillach et Bardèche, puis écrivit dans la *Revue Universelle*. Après 1944, son combat fut purement littéraire. Il abandonna la politique tout en restant fidèle à certaines idées du Maître dont ce thème qui lui était cher, la crise de la civilisation.

Quelle place l'Action française occupait-elle avant 1942 ? **Michel Leymarie**, professeur à Lille III, répond à cette question à travers trois enquêtes et un hommage. L'enquête menée dans la *Revue Française politique et littéraire* en 1913 sur Barrès et la jeunesse permet de mesurer l'audience respective de Barrès, Bergson et Maurras. Pour Agathon, Pasteur Valery-Radot et les frères Tharaud, Barrès était un passeur vers Maurras.Pour René Gilloin, les jeunes se tournaient plutôt vers Bergson. Son sentiment était partagé par d'autres, ce qui montre que l'Action française ne couvrait pas tout le champ du nationalisme. Dans les années vingt, Rambaud et Varillon interrogèrent cinquante auteurs sur les « *maîtres de la jeune littérature* » pour la *Revue Universitaire*. Le premièr "maître" était la guerre, mais venait ensuite Maurras dont chacun reconnaissait qu'il représentait la défense du nom français. *L'Enquête sur le nationalisme* de Maurice Vaussard commençait par prédire que le nationalisme serait « *la prochaine hérésie condamnée* » ; on pense à 1920 et à la politique de Pie XI... L'hommage est celui rendu à Maurras dans la *Revue Universelle* en 1937. Maurras était alors en prison pour "crime de paix". Les personnes interrogées, toutes maurrassiennes à trois exceptions près, reconnaissaient que son audience était considérable. Le ton était lisse et modéré.

Avec humour et érudition, le Pr **Francis Balace**, de l'université de Liège, précise la place des camelots du Roi dans le roman français - d'abord dans le le roman de mœurs - entre 1908 et 1924. Pour Abel Hermant, qui publia chez Fayard en 1912 *La Chronique du cadet de Coutras*, les camelots étaient des oisifs et des jobards nuisant à leur propre milieu. Jeanne Laudre et la comtesse d'Abgal publièrent en 1911 *Les Camelots du Roy,* une charge violente conte ceux-ci. En 1913, Gyp, née de Riquetti de Mirabeau publia un roman humoristique raillant « *les mégottiers du Roi* ». Ces critiques prouvent que le phénomène "camelot" n'était pas marginal. Il était même populaire dans la mesure où les camelots "se foutaient des lois" et du moralisme ambiant.

Mme **Bénédicte Verges-Chaignon**, docteur en histoire, examine les divisions entre maurrasiens pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Des bulletins relayèrent les articles du Maître : en zone libre, *Les Documents Nationalistes Français* ; en zone occupée, *Entre nous*, *La France Seule*. Ils pratiquent un « *double jeu rêvé* », jouant sur une « *grille de lecture surinterprétative* » ; Mme Verges-Chaignon ne sait sans doute pas ce qu'est la censure. La création de la Milice et le STO entraînèrent la rupture de maurrassiens et de maréchalistes. Il semble que les communistes aient tenté une opération d'acclimatation des maurrassiens en rupture de ban avec l'AF (la Nouvelle Action française). La condamnation de Maurras fit place à l'émiettement des efforts. Georges Calzant publia dès septembre 1944 *Les Documents Nationaux*. En avril 1946, parut *L'Indépendance Française*, qui, sous la direction de Jean Arfel, défendait en bloc les nouveaux réprouvés. Toute une opposition (*Paroles Françaises,* Parti républicain de la Liberté) est tolérée ; ses animateurs étaient souvent polyvalents. Pierre Boutang, n'ayant connu ni la France de 1944, ni la prison, appartenait un peu à tous les camps : comte de Paris, *Aspects de la France*, *La Dernière Lanterne*. Il tenta vainement de faire la synthèse entre fidélité au Maréchal et Résistance. Le philosémitisme du fondateur de *La Nation Française* en faisait un prosioniste intégral. À la différence de celle de Maurras, sa poésie proche d'Elliott a endossé la modernité littéraire. Seuls la piété filiale et le sens de l'honneur l'auraient fait défendre Maurras.



L'AF a-t-elle été marginalisée par le culte clérical et officiel de Jeanne d'Arc ?
En tête du cortège, de gauche à droite :
Bernard de Vesins, Charles Maurras, Léon Daudet, l'amiral Schwerer.

L'un des derniers disciples de Boutang, **Jean-François Colosimo**, prétend que son orgueil immense a été puni « *dans sa descendance* » spirituelle. Au final, le meilleur de son intervention décousue et injuste envers Maurras est la réponse passionnée de Gérard Leclerc, qui défend l'honneur de son vieux maître. *Multa renascentur*.

Histoire

S'il était un domaine dans lequel l'Action française était forte avant guerre, c'était l'histoire. **Guillaume Gros,** de l'université de Toulouse II, distingue trois courants issus après guerre de l'"École capétienne". Le premier est une école hagiographique, de plus en plus marginale. Le second, une école académique valorisant l'Ancien Régime, qui a su se renouveler, dont les meilleurs représentants furent Daniel Halévy et Pierre Gaxotte. Enfin, un courant plus novateur, moins doctrinal, eut pour principale figures René Girardet, Philippe Ariès, Emmanuel Beau de Loménie. À côté, il y a des inclassables comme Jean-François Chiappe, Jérôme Carcopino, Jacques Laurent, Paul Sérant, Gilbert Comte, François Bluche (qui écrivit *Lamentable Clio* en 1956, une charge contre l'histoire officielle), Max Picard (qui utilisa ses travaux pour défendre l'Algérie française dans *La Nation Française*), Marie-Madeleine Martin, Victor N'Guyen. Ce dernier a donné aux études sur l'AF un statut scientifique en invitant des témoins et des universitaires aux colloques d'Aix ; depuis, l'Action française est devenue un sujet d'études dont se sont emparés les historiens.

C'est précisément dans la continuité des colloques d'Aix que s'inscrivait celui-ci. **Olivier Dard**, en conclusion, fait ressortir le paradoxe d'un mouvement qui proclamait "politique d'abord" et qui a produit peu d'hommes politiques ou de hauts fonctionnaires, mais qui a eu une grande influence sur le plan culturel, paradoxe qui s'explique, selon nous, par le fait que si la république défend mal la France, elle se défend bien en empêchant ses adversaires d'arriver aux postes qui, dans d'autres pays, leur reviendraient. L'AF, brisée sur le plan politique, s'est rabattue sur le plan culturel. C'est donc un excellent angle d'attaque pour étudier ce mouvement.

Pages rédigées par Vincent Gallière, Bertrand Lancel et Yves Lenormand

❑ CETTE ANNÉE-LÀ

987 : Le don d'une famille à la France

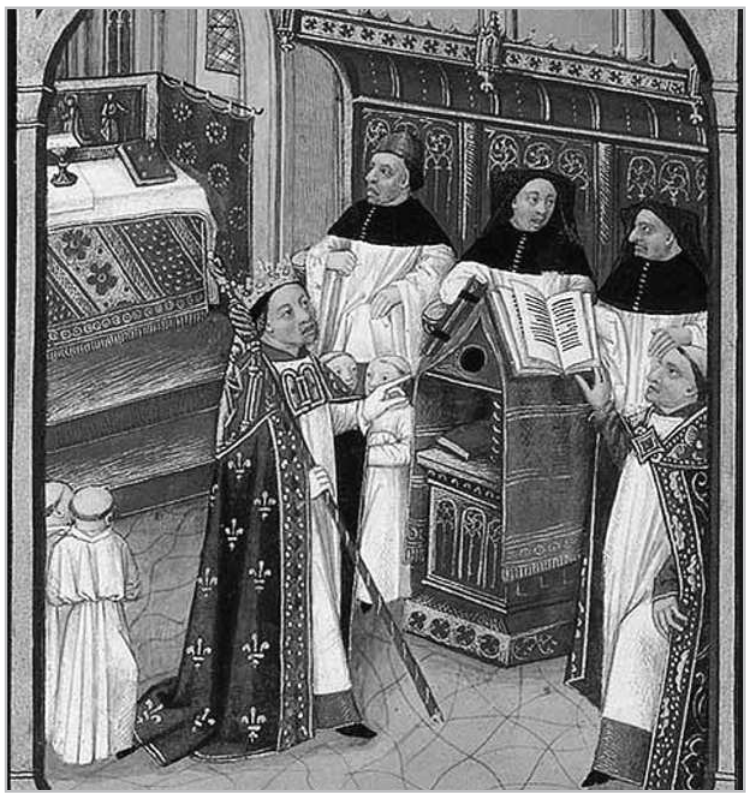
Cette année fut celle du sacre d'Hugues Capet, mais aussi de son fils Robert. Dépositaire d'une couronne très dévaluée, le père entreprit de soustraire le royaume aux compétitions électorales. Ce n'était pas un homme mais une famille qui se donnait à la France.

Cette année-là, Hugues Capet, comte de Paris, duc des Francs, avait été élu roi des Francs à Senlis le 1er juin et couronné à Noyon le 3 juillet (voir le dernier numéro de *L'AF 2000*). Redisons-le : pour le porter sur le trône, l'archevêque Adalbéron avait nettement vanté les mérites de l'élection contre l'hérédité. Il savait qu'en maintenant les Carolingiens sur le trône, le "Saint-Empire romain germanique" ne serait jamais en paix ; il croyait donc avoir "fait" un roi docile à l'Église même dans les affaires temporelles...

Le trône et l'autel

Hugues n'entendait pas les choses de cette oreille. Très pieux, grand ami des moines de Cluny, il n'en distinguait pas moins les domaines. Il savait qu'il n'était pas la créature de l'élection, ni même celle de l'évêque ; il ne devait son élévation même pas à ses seuls mérites personnels, mais aux exploits accomplis pour le bien public par sa lignée depuis quatre générations. Il était donc roi de droit naturel, l'élection n'ayant pas créé mais seulement reconnu ce droit.

Toutefois la couronne, après les médiocres Carolingiens, se trouvait très dévaluée, les féodaux s'érigeant de toutes parts en souverains indépendants. Sur son propre domaine, entre Senlis et Orléans, l'autorité royale était bravée par de petits seigneurs qui étaient de grands brigands, tandis que les vassaux directs, comtes de Blois, comtes d'Anjou..., se montraient bien plus opulents que leur roi. Les comtés de Flandre, de Vermandois étaient aussi des vraies puissances, de même que le duché de Normandie, pour le moment allié d'Hugues Capet, et le duché de Bourgogne, alors possession d'un de ses frères, Henri. Au sud de la Loire, la puissante maison de Poitiers régnait sur l'immense duché d'Aquitaine et le duc Guillaume IV Fier-à-Bras, bien que beau-frère d'Hugues, n'était pas un allié sûr, d'autant que ses démêlés avec le comte de Toulouse l'obligeaient à batailler sans cesse. Plus au sud, les comtes de Gascogne, de Narbonne, de Barcelone n'entretenaient guère de relations avec le roi.



Robert le Pieux et les chanoines d'Orléans par Jean Fouquet - XVe siècle

Voilà donc Hugues élu par des électeurs ne lui rendant hommage que du bout des lèvres et toujours prêts à lui lancer en pleine figure : Qui t'a fait roi ? Il était clair que sa mission dépassait sa propre personne : rassembler, unifier l'ancien royaume de Clovis et de Charles le Chauve demanderait des générations. Rien n'était donc plus urgent que de s'assurer la continuité, donc, en dépit des réticences d'Adalbéron, de soustraire la couronne encore fragile aux compétitions électorales.

Hugues fut le plus astucieux !

Hugues avait de son mariage avec Adélaïde d'Aquitaine trois filles et un fils unique Robert, alors âgé de quinze ans. Il soignait particulièrement l'éducation de celui-ci : ne l'avait-il pas confié à ce génie qu'était Gerbert, né en 945, jeune pâtre d'Aurillac devenu, après avoir été formé par les moines de Saint-Géraud, puis par des physiciens et des linguistes espagnols, un véritable génie au point d'émerveiller le pape Jean XIII et l'empereur Othon 1er et de devenir, auprès de l'archevêque Adalbéron, dans l'école archiépiscopale de Reims, le maître le plus réputé de tout l'Occident ? Dès onze ans, Robert avait donc dans cette école côtoyé les fils des Grands de ce monde, recevant une éducation complète - religieuse, philosophique, littéraire -, sans négliger pour autant l'équitation et le maniement des armes : tout ce qui convenait à un futur roi de France. Mais comment l'imposer aux grands féodaux ?

Hugues fut heureusement le plus astucieux. Il avait reçu une lettre de Borel, comte de Barcelone (celui-là même qui, le premier, avait décelé le génie de Gerbert...) lui demandant de l'aide contre les Sarrasins. Partir pour un voyage aussi lointain et aussi dangereux sans s'être assuré un successeur était impensable ! « *Si je meurs au combat, qui me remplacera ?* », dit-il aux Grands pour les convaincre d'élire Robert roi associé. Après tout, quelques années plus tôt le roi Lothaire n'avait-il pas lui-même de son vivant fait élire le jeune Louis V ? La cause fut entendue et dès la nuit de Noël 987, en la cathédrale Saint-Croix d'Orléans, Robert était sacré par... Adalbéron lui-même !

Ainsi Hugues Capet avait-il su, sans proclamer de loi, de façon tout empirique et déjà très "capétienne" (jamais il ne devait aller à Barcelone !), combiner la coutume élective avec une prodigieuse idée d'avenir : la transmission héréditaire par ordre de primogéniture. On sait qu'au bout de six générations la coutume allait être tellement entrée dans les mœurs qu'il n'y aurait plus besoin de faire élire le fils aîné.

Hugues Capet devait son élévation aux exploits de sa lignée depuis quatre générations.

Ainsi dès sa fondation la monarchie capétienne devint l'incarnation de la nation qui se perpétue par ses familles. En cette année 987, année de deux sacres, ce n'est pas un homme, mais une famille qui se donna à la France – une famille qui, 1 022 ans après, revient à Senlis manifester, par un beau mariage, sa volonté de poursuivre son œuvre dans les générations à venir.

MICHEL FROMENTOUX

❑ MÉMOIRE

Le génocide vendéen mis à jour

La découverte d'un charnier au cœur du Mans témoigne de l'horreur des massacres perpétrés les 12 et 13 décembre 1793 par les soldats républicains. Les fouilles vont se poursuivre.

La découverte, début mars en plein centre du Mans, d'une vingtaine de squelettes atrocement mutilés a de quoi gêner fortement les chantres patentés de la Révolution dite française. Car elle témoigne de l'horreur des massacres perpétrés les 12 et 13 décembre 1793 par les soldats républicains.

Extermination

L'armée vendéenne, catholique et royale, qui en deux mois avait atteint Granville dans l'espoir d'une jonction avec une petite flotte anglaise et à laquelle s'étaient joints des Bretons, redescendait vers la Loire, épuisée et démoralisée. Pourtant, le 10 décembre, La Rochejaquelein avait pris Nantes et même refoulé Westerman avant que, le 12, cette brute épaisse reçût du renfort. De 15 000 à 20 000 Vendéens, désorganisés, furent victimes toute la nuit des pires massacres. Après quoi, Westermann put entreprendre son œuvre d'extermination systématique de la Vendée et des Vendéens, dont il allait tant se glorifier dans ses courriers à la Convention...

Les charniers mis à jour disent la réalité sur la bataille du Mans : les archéologues parlent de « *traces d'acharnement* », de « *luttes au corps à corps à l'arme blanche* », de crânes fracassés plusieurs fois, de membres sectionnés, et aussi d'effets personnels trouvés (boutons de vêtements, couteaux, grains de chapelet...). Ils ont obtenu l'autorisation d'entreprendre des fouilles dont l'intérêt scientifique sera considérable et qui pourront donner lieu à des communications internationales.

Réactions

Philippe de Villiers, président du conseil général de Vendée, annonce déjà qu'il offrira une digne sépulture à ces valeureux soldats. Peut-être même des testes ADN pourront-ils établir des filiations. De son côté l'intrépide historien de la Vendée, Reynald Secher, a déclaré : « *La découverte des charniers du Mans oblige l'Assemblée nationale à se pencher sur la reconnaissance du génocide vendéen. Si le Parlement ne le faisait pas, nous réfléchissons actuellement, avec d'autres universitaires et des politiques, à saisir la Cour pénale internationale de La Haye à plus ou moins brève échéance.* » Car « *la volonté exterminatrice des révolutionnaires* » est établie dans plusieurs documents. « *Les Vendéens n'étaient pas tués pour ce qu'ils faisaient, mais pour ce qu'ils étaient.* » L'ancien ministre Hervé de Charette, qui a déposé une proposition de loi dès 2007, pense aussi que cette découverte devrait remettre à l'ordre du jour le débat sur la reconnaissance du génocide vendéen. « *Cette parole réconciliatrice n'est jamais venue de Paris depuis deux cents ans.* »

La bataille du Mans Peinture de Jean Sorieul

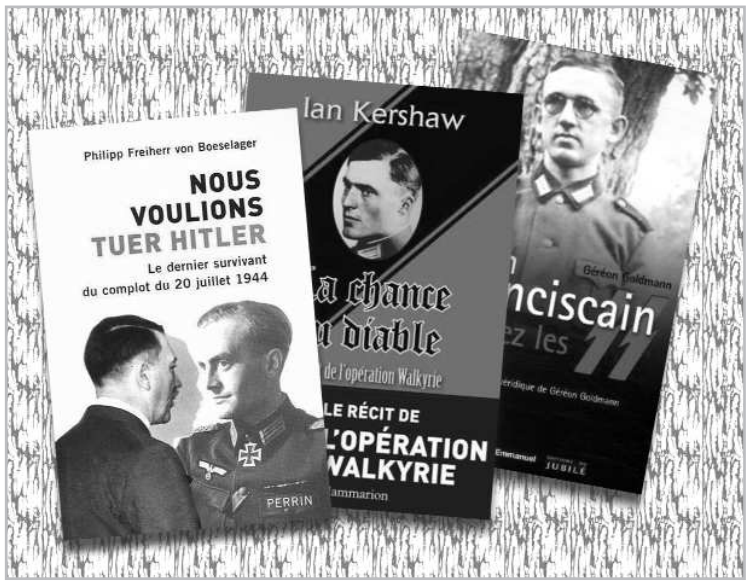
En effet il est temps qu'elle vienne. Tous ceux qui savent mettre le souci de l'unité nationale au-dessus de l'idéologie républicaine (et ils sont plus nombreux qu'on le pense) l'attendent et, bientôt l'exigeront.

M.F.

❑ LIVRES

L'Allemagne et ses démons

Le film *Walkyrie* a médiatisé récemment l'opposition allemande au nazisme (voir notre numéro du 19 février). Les ouvrages présentés ci-dessous nous éclairent davantage sur le parcours et les choix idéologiques des dissidents.



En interprétant le colonel von Stauffenberg, héros malheureux de *Walkyrie*, Tom Cruise aura eu le mérite de mettre en lumière un épisode relativement méconnu de la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'une personnalité contestée en Allemagne, où son geste reste souvent regardé comme un acte de haute trahison. En revanche, il n'aura guère éclairé le parcours et les choix idéologiques d'un homme plus complexe que le film le laisse entendre.

Stauffenberg

Pour cela, mieux vaut se reporter à la très belle biographie de Jean-Louis Thiériot (Perrin), déjà évoquée lors de sa parution en janvier dernier, qui met l'accent sur deux traits essentiels : le patriotisme ardent de Stauffenberg, qui le fit adhérer, non pas au nazisme, envers lequel il semble avoir d'emblée éprouvé le plus grand mépris, mais à l'œuvre de redressement national destinée à effacer la honte du traité de Versailles ; et son catholicisme qui, lorsqu'il comprit la nature du régime et sa malignité, l'obligea à agir, fût-ce au prix de sa vie, afin de ne pas apparaître complice du système et de ses crimes. En quoi Claus von Stauffenberg se révéla parfait produit d'une aristocratie, du sang ou de l'âme, attachée à certaines valeurs dont le service ne se discutait pas ; l'espèce, en Europe, est en voie de disparition. Ce n'était pas le cas à l'époque, comme l'attestent le nombre et la qualité des conjurés de juillet 1944.

Boeselager

Fusillés, comme le fut Stauffenberg au soir de l'attentat manqué, arrêtés, torturés, ignominieusement pendus au terme d'une parodie de procès, sort de la plupart de ses camarades, moins chanceux que lui, ou suicidés pour échapper à ce destin, les hommes engagés dans l'opération Walkyrie n'eurent pas le loisir de s'expliquer devant la postérité. Philipp von Boeselager constitue l'exception.

Pareillement issu de la noblesse allemande catholique, parent éloigné de Mgr von Galen, l'archevêque de Münster dont les sermons venaient d'obliger les nazis à interrompre leur programme d'euthanasie des malades mentaux ou incurables, officier de cavalerie comme l'avaient été tous ses ancêtres, le jeune Boeselager, quoique peu suspect, lui non plus, de sympathie envers le régime, vit arriver la guerre et les premières victoires avec un enthousiasme dont il ne se cacha pas. Il fallut la campagne de Russie, l'impéritie du Führer face aux premières difficultés, la révélation des exécutions sommaires massives de juifs, de tsiganes et de paysans slaves, contre lesquelles ses supérieurs s'insurgèrent en vain, pour que son opinion sur les événements changeât du tout au tout. Dès lors, passée une période de perplexité et d'angoisse dont il se justifie, arguant de la parole donnée, de la situation militaire catastrophique, du sens de la discipline et de l'horreur de la trahison, Boeselager, déjà compromis pour avoir exprimé un peu trop fort ses opinions devant Bormann, comprit que supprimer le dictateur était l'unique solution.

Nous voulions tuer Hitler n'est pas seulement le récit des tentatives répétées, inexplicablement manquées, qui précédèrent l'attentat du 20 juillet 1944, ni de la chevauchée interrompue de l'escadron Boeselager, chargé de contrôler certains secteurs de Berlin si le coup avait réussi, mais d'abord l'analyse lucide des états d'esprit successifs de l'auteur, qui amena ce jeune officier ardent et idéaliste à envisager de supprimer Hitler au nom d'un bien désormais plus haut à ses yeux que la victoire : l'honneur allemand.

Un Führer trop chanceux

Au soir de l'attentat dont il sortit presque indemne, Hitler se perçut plus que jamais comme un être providentiel ; certains des conjurés n'étaient pas loin de partager son opinion, voyant en lui un châtiment divin qu'il faudrait subir jusqu'au bout. Ian Kershaw appelle cela la chance du diable. Sous ce titre paraît un petit livre, opportuniste puisqu'il s'agit de la reprise des pages consacrées à l'opération Walkyrie dans une précédente biographie de Hitler, qui n'ajoute pas grand-chose aux publications existant. Si l'analyse sévère du déroulement des opérations perd de vue les conditions extrêmes de l'acte, plus facile à juger soixante ans après assis à son bureau qu'à mettre en place et exécuter, et agace par sa tranquille suffisance, elle comporte aussi une étude rapide des réactions de l'opinion publique allemande à l'événement, ainsi que quelques documents concernant le procès des conjurés dignes de plus d'intérêt.

Souvenir des panzers

Selon Kershaw, les Allemands furent indignés par « *ce coup de poignard dans le dos* », sans que l'on puisse distinguer la sincérité des sentiments hitlériens de la

prudence. Peut-être les souvenirs d'August von Kageneck, lieutenant de panzers, écrits dans les années soixante, avant la repentance généralisée, réédités en poche, permettent-ils de mieux comprendre l'air du temps. Issu du même milieu, du même régiment, que Stauffenberg et ses amis, Kageneck était leur cadet de quinze ans et cette différence d'âge explique la divergence des opinions et des choix, tout comme son horreur devant leur acte. Grandi dans l'Allemagne nationale socialiste, quoique n'en partageant pas toute l'idéologie, tant s'en fallait, le lieutenant von Kageneck n'avait, de son propre aveu, jamais appris à réfléchir par lui-même, encore moins à dire non à certaines « *cochonneries* ». Une attitude propre aux garçons de sa génération, qu'il résumait en disant : « *Nous étions trop gentils...* » Kageneck, avec le recul du temps et l'influence du politiquement correct, mit ensuite beaucoup d'eau dans son vin et parla moins volontiers de son sentiment « *d'innocence* ». Il n'empêche qu'il est plus crédible dans cette première version, plus proche des sentiments et des certitudes des Allemands de sa génération...

Anne Bernet

* *Philipp von Boeselager :* Nous voulions tuer Hitler. *Perrin. 200 p., 16,80 euros.*
* *Ian Kershaw :* La Chance du diable. *Flammarion, 175 p., 15 euros.*
* *August von Kageneck :* Lieutenant de panzers. *Perrin Tempus, 195 p., 8 euros.*

Un franciscain chez les SS

Le parcours du père Géréon Goldmann, un franciscain chez les SS, fut extraordinaire . Militant dans les mouvements de jeunesse catholiques, d'abondance fiché comme antinazi notoire, puis novice franciscain, frère Géréon fut néanmoins appelé sous les drapeaux en 1939 et soumis à toutes les persécutions qui attendaient les chrétiens pratiquants. Il ne se laissa pas faire. Manifestant un redoutable esprit de répartie, impressionné par rien ni personne, il s'attira l'admiration paradoxale de ses adversaires, lesquels le firent verser dans la Waffen SS. Frère Géréon y passa quelques mois avant d'être renvoyé dans la Wehrmacht pour avoir refusé de renoncer à ses convictions religieuses. Dès lors, il n'eut plus qu'une idée : obtenir du pape, en raison des conditions du moment, d'être ordonné sans avoir terminé ses études de théologie. Il y parvint. Dans l'intervalle, de Paris aux steppes russes, de la Sicile et Monte Cassino aux camps de prisonniers allemands de l'Afrique du Nord, le jeune moine devait traverser des épreuves tragiques, effarantes, prenant des risques insensés pour demeurer fidèle à ses convictions ou venir en aide à son prochain. Mille fois en péril de mort, frère Géréon ne douta jamais qu'il sortirait indemne des pires dangers, et s'en sortit, en effet, au prix d'interventions providentielles ahurissantes. Il y a, chez les disciples du Poverello, un esprit spécifique qui semble attirer les grâces et les merveilles d'En-haut, de sorte que ces terribles aventures prennent l'allure de pages des Fioretti, et deviennent illustration bouleversante de l'apologue de saint François sur la joie parfaite.

L'héroïsme dans l'abstention

Autre encore, quoique parallèle, l'itinéraire de l'historien Joachim Fest. En 1933, son père fut révoqué de l'enseignement et mis dans l'impossibilité de travailler pour opposition au nazisme. Dès lors, la vie de cette famille bourgeoise catholique de Berlin s'écoula dans la gêne, sous la menace des dénonciations et de la malveillance du voisinage sans amener M. Fest à changer d'attitude. D'abord observateur insouciant de la situation, Joachim, peu à peu, acquit la conscience des événements, sans parfois en mesurer la gravité. Incorporé en 1943, à dix-sept ans, il souffrit surtout de fréquenter une jeunesse, un milieu, indifférents à ses centres d'intérêt : l'histoire, la littérature et la musique. Fait prisonnier en 1945, il fut assimilé par les vainqueurs aux suppôts d'un régime que les siens abhorraient. Cela ne leur épargna ni la captivité, ni la souffrance, ni la mort, ni les violences soviétiques. Chronique d'une opposition sans faits d'armes, tissée d'un refus obstiné de l'ordre établi et de sa tyrannie, qui dura treize ans, confinant à l'héroïsme dans l'abstention, *Pas moi !* est un témoignage exceptionnel sur la vie quotidienne dans l'Allemagne hitlérienne par l'un des spécialistes de la question, en même temps qu'une réflexion sur la fragilité du souvenir et la difficulté d'écrire l'histoire.

Roman d'une résurrection impossible

Les trois frères Liljecrona appartenaient à l'aristocratie prussienne protestante, pétrie de foi en Dieu et de principes intangibles. Ils étaient beaux, musiciens et rêveurs, unis étroitement. La montée du nazisme et la guerre ont bouleversé leurs vies. En 1945, les aînés, fuyant les Soviétiques, trouvent refuge dans une propriété familiale occupée par les Américains. Ils traînent avec eux le souvenir de leurs terres et de leurs gens abandonnés, la honte de la défaite, et l'insupportable douleur de l'absence du cadet, envoyé en camp de concentration. Mais un soir, contre toute attente, Amédée rentre. Méconnaissable, brisé, incapable, peut-être, au sortir de l'enfer, de reprendre sa place dans le monde des vivants, en dépit de tout l'amour des siens.

Paru en 1950, *Missa sine nomine*, roman posthume d'Ernst Wiechert, est l'esquisse, sur fond de désastre et de ruines, d'une résurrection impossible. Le terme galvaudé de chef d'œuvre s'y applique incontestablement.

A.B.

* *Père Géréon Goldmann* : Un franciscain chez les SS. *Éd. de l'Emmanuel, 320 p., 22 euros.*
* *Joachim Fest* : Pas moi ! *Éditions du Rocher, 395 p. 21 euros.*
* *Ernst Wiechert* : Missa sine nomine. *Éditions du Rocher, 535 p., 10 euros.*

❏ LES GRANDS TEXTE POLITIQUES

"C'est la faute à Rousseau"

Jean-Jacques Rousseau est le père des façons modernes de penser et de sentir qui envahirent les Lettres et les Arts, la pensée politique, et enfin la conscience religieuse elle-même. Maurras le critique sans ménagement. À côté du Genevois, Montesquieu et Voltaire ne sont que des potaches.

Dans notre précédente étude, Charles Maurras nous menait au cœur même de la pensée subversive qui est – il convient de rappeler sans cesse le mot d'Auguste Comte – une « *sécession de l'individu contre l'espèce* ». La révolution politique représente le fruit de la révolution intellectuelle, elle-même résultat de la fermentation de la révolution morale et mentale. Le rêve individualiste produit le système égalitaire dont l'application ruine l'État, la société et finalement la civilisation.

La statue de Jean-Jacques Rousseau à Chambéry, par Mars Valett : un hommage immérité !

Idée religieuse

Maurras avait bien compris que les « *contestations* » et les « *audaces* » d'un Montesquieu ou d'un Voltaire ne sont que des chahuts de potaches dont les amusements, s'ils se révèlent parfois de fort mauvais goût, ne remettent pas en cause les fondements de la civilisation classique. C'est avec Rousseau que l'idée démocratique devient religieuse, c'est Rousseau, héritier de la Réforme, qui est le père des façons modernes de penser et de sentir qui envahirent les Lettres et les Arts, puis la pensée politique, enfin la conscience religieuse elle-même.

Voyons, dans la préface de l''édition définitive de *Romantisme et Révolution* (Bibliothèque des œuvres politiques, Versailles, 1928) l'irruption de Jean-Jacques Rousseau dans la France de Louis XV, dans l'Europe française qu'il allait détruire au profit de la Révolution barbare :

« *En ce temps-là, passé la frontière française, florissait le VII^e^ ou le VIII^e^ siècle de la civilisation des modernes. Il y entra comme un de ces faux prophètes qui, vomis du désert, affublés d'un vieux sac, ceints de poils de chameau et la tête souillée de cendres, promenaient leurs mélancoliques hurlements à travers les rues de Sion : s'arrachant les cheveux, déchirant leurs haillons et mêlant leur pain à l'ordure, ils salissaient les gens de leur haine et de leur mépris...*

La gloire de la France et l'hégémonie de Paris furent employées à répandre les divagations d'un furieux. Ce sauvage, ce demi-homme, cette espèce de faune trempé de la fange natale avait plu par le paradoxe et la gageure de son appareil primitif. Cela avait intéressé des cœurs trop sensibles et des esprits trop cultivés. Mais il était inévitable que les parties du monde les moins avancées y fussent plus sensibles encore : l'Europe la moins polie ne pouvait manquer de se reconnaître et de s'aimer dans cet enfant de la nature dont Paris avait fait son idole dorée. De sorte que pour une partie de son public, la plus épaisse (l'allemande) sa prédication était prise au mot : les anciens jugements portés sur les choses en étaient renversés ; ce qui s'était jadis conçu comme ignorance à compléter, imperfection à corriger, faiblesse à réparer prétendit à la supériorité de sa fraîcheur barbare et neuve sur le dessèchement et l'épuisement imputés à toute race instruite, cultivée, arrivée. »

Poison rousseauiste

La préface où nous avons cueilli ces lignes constitue un des textes capitaux de Maurras. Nous sommes au cœur de sa pensée, là où l'analyse philosophique et esthétique rejoint l'analyse politique. Certes, les causes de la Révolution se révèlent multiples et complexes, certes, la pensée de Rousseau n'aurait pas détruit la société si elle n'avait trouvé des circonstances qui lui permirent de germer, mais la personne et l'œuvre du Genevois sont hautement symboliques : son *Héloïse*, ses *Confessions* annoncent l'immoralité exhibitionniste que nous connaissons, son Contrat social est la source de la légitimité démocratique, sa *Profession de foi du vicaire savoyard* a contaminé la pensée religieuse. Les sarcasmes voltairiens nuisent moins à l'Église que le poison de la religiosité rousseauiste.

Voltaire avait d'ailleurs bien compris que Rousseau représentait un danger pour la civilisation et tendait à réduire l'homme à l'animalité : « *On n'a jamais employé tant d'esprit à vouloir nous rendre bêtes ; il prend envie de marcher à quatre pattes quand on lit votre ouvrage.* » [1] Malgré ses immenses défauts, Voltaire est un homme civilisé, ce que n'est pas le père de la démocratie moderne, politique et religieuse, Jean-Jacques Rousseau.

Gérard Baudin

1 - Voltaire : Lettre à Rousseau. 30 août 1755.

❏ DÉBAT

De Max Gallo à Charles Maurras

Promu à Pâques commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur, Max Gallo entretient sa "fibre nationale" en embrassant l'histoire capétienne, tout en renouvelant son soutien à Nicolas Sarkozy.

Max Gallo s'est souvent attiré les sympathies de l'Action française. Saluant la réception de ce « *patriote* » à l'Académie française, Pierre Lafarge écrivait dans notre numéro du 17 janvier 2008 : « *Cet ancien thuriféraire de Robespierre a fini par comprendre que la France était née avant 1789 et que sa construction devait tout aux capétiens.* »

L'historien-romancier le confirme dans un entretien publié par *Le Parisien* le 5 avril : « *Pourquoi l'histoire est-elle à ce point la matière, le ciment de notre communauté ? Parce que nous sommes une nation qui s'est construite à partir de la volonté d'une certaine famille, d'une certaine région, l'Île-de-France. C'est une nation politique. Nous ne sommes pas une race. [...] Je crois que c'est une particularité française.* »

Nos lecteurs apprécieront son affirmation de la persistance du fait national, ainsi que son appel au « *coup d'État institutionnel* » en Europe, mais les plus virulents à l'égard de Nicolas Sarkozy déchanteront : Max Gallo salue la capacité du président de la République « *à échapper au formalisme des institutions* », renouvelant sans ambiguïté le soutien qu'il lui avait apporté en 2007.

La gauche ou la droite ?

Interrogé sur la "normalisation" des rapports avec l'Otan, l'ancien chevènementiste observe que « *dans la situation actuelle, la non-participation de la France au commandement intégré [...] aurait été une aberration* ». Plus étonnant : il compare volontiers l'élection de Nicolas Sarkozy à celle de Barack Obama, preuve que « *le peuple français n'est pas un peuple xénophobe* ». Les médias n'avaient pas fait tout une affaire de la présidentielle française, c'est peut-être la différence.

L'académicien s'autorise tout de même quelques critiques : « *Sarkozy n'a pas pris conscience rapidement du fait qu'il y a dans l'exercice du pouvoir, en France, un aspect symbolique qui doit être respecté. [...] L'idée du sacré doit être préservée. [...] Il y a des événements qui ont pu me choquer. J'aurais préféré que la soirée des résultats se passe ailleurs qu'au Fouquet's. Bien qu'ayant accompagné le président au Vatican, sa formulation sur le prêtre et l'instituteur n'est pas la mienne.* »

Interrogé sur ses rapports avec la gauche, Max Gallo rétorque : « *Je n'appartiens plus à la famille des formations politiques qui se situent à gauche. Je ne dis pas qu'elles n'arriveront pas au pouvoir mais elles ne m'intéressent pas. En revanche, si être de gauche, c'est penser que le but de tout homme politique est de briser les déterminismes sociaux et biologiques, je suis tout à fait pour la gauche.* » Dans ce cas, nous serons pour la droite !

Certes, « *trop perpétuées, les inégalités outrées peuvent tendre à capter une somme de biens qui seraient ainsi rendus inutiles et stériles* ». Mais l'État « *ne peut gérer l'intérêt public qu'à la condition d'utiliser avec une passion lucide les ressorts variés de la nature sociale, tels qu'ils sont, tels qu'ils jouent, tels qu'ils rendent service. L'État doit se garder de prétendre à la tâche impossible de les réviser et de les changer ; c'est un mauvais prétexte que la "justice sociale" : elle est le petit nom de l'égalité. L'État politique doit éviter de s'attaquer aux infrastructures de l'état social qu'il ne peut pas atteindre et qu'il n'atteindra pas, mais contre lesquelles ses entreprises imbéciles peuvent causer de généreuses blessures à ses sujets et à lui-même.* » (Charles Maurras, *La Politique naturelle*)

Il appartient à la puissance publique, tout à la fois, de mettre à profit et de tempérer les déterminismes naturels et sociaux, non de s'y opposer. C'est pourquoi nous respectons la différence des sexes tout en récusant le "machisme" ; notre aversion pour la "discrimination positive" procède de la même conviction. L'actualité nous donne régulièrement l'occasion de l'expliciter.

Grégoire Dubost

❑ LE 10 MAI

Fête de Jeanne d'Arc

RÉSERVEZ VOTRE MATINÉE du dimanche 10 mai pour participer au cortège traditionnel se dirigeant vers la place des Pyramides.

CONTRE MICHEL BARNIER

Le 8 avril, Michel Barnier était l'invité de Toute l'Europe pour une rencontre dans le cadre des élections européennes. Souriant, poudré comme un marquis dans ses beaux habits, cette tête de liste UMP a répondu aux questions futiles d'un public sélectionné, bradant l'indépendance de la France pour assouvir sa soif d'idéologie européiste nauséeuse. Mais ce jour-là, nos slogans ont martelé la vérité. Face à nos questions et nos revendications, vous n'avez pas voulu répondre : oui M. Barnier, vous êtes un f... et sachez que nous reviendrons ! Nous refusons de vous voir vendre notre patrie à l'étranger en toute impunité. Partout où sera l'Action française, la trahison sera dénoncée et combattue.

** Retrouvez les images à cette adresse : http://afe-blog.com (billet posté le 14 avril).*

SESSION ÉTUDIANTE

Une dizaine d'étudiants de Tours, Poitiers et Paris se sont réunis les 4 et 5 avril. Après une matinée réservée à la visite de Tours, suivie d'un repas typique (rillettes arrosées de vins tourangeaux), Matthieu de Vault, secrétaire général des étudiants d'AF, a présenté les campagnes du mouvement et annoncé ses prochains rendez-vous. Alexandre Apreval, responsable de la formation étudiante, a expliciter la thématique "Europe, sécession". Après un débat, la soirée se termina par une action "autocollants" sur les lycées de Tours. Le lendemain, les étudiants se donnèrent rendez-vous devant la cathédrale, pour une vente à la criée. Un grand merci à tous les militants présents, en particulier Thibault pour son hospitalité.

AFE Tours

** Thibault, 06 79 60 14 98, afe-tours.hautetfort.com*

PARTOUT EN FRANCE

Ci-dessous, une illustration du militantisme à Paris, Lyon et Meaux. La rue nous appartient !

Naissance

Nous apprenons avec beaucoup de joie la naissance, le 12 avril 2009, jour de Pâques à midi, de **Grégoire Pascal**, au foyer de nos amis Dominique **BONNAVES**, ancien des Camps Maxime Real del Sarte, et de son épouse Marie.
Nous présentons nos bien vives félicitations aux heureux parents, ainsi qu'aux grands-parents, notamment Bernard Bonnaves, membre du Comité directeur de l'Action française, et son épouse Odile, avec nos vœux ardents d'heureuse et longue vie à Grégoire.

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

Bulletin d'abonnement en page 6

Mariage de SAR le prince Jean de France

Un car est mis à la disposition de nos lecteurs, sympathisants et militants désireux d'assister au mariage de SAR le prince Jean de France le 2 mai à Senlis : départ à 8 heures porte de la Chapelle ; retour à 20 heures au même endroit. Aller-retour : 12 euros ; déjeuner à Chantilly : 30 euros. Réduction de 20 % pour les étudiants, chômeurs, ecclésiastiques, familles nombreuses. Renseignements et inscriptions : 01 30 26 02 40.

Uns souscription est ouverte pour offrir le cadeau de l'Action française aux jeunes mariés. Adresser vos dons **avant le 27 avril** à l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS, en mentionnant "Pour le cadeau du prince Jean de France". Chèques à l'ordre de PRIEP – L'Action française.

» ÎLE DE FRANCE

❑ **Paris** - Permanence tous les jours, 10 rue du Pélican, de 18 heures à 20 h 30 ; le lundi de 16 à 20 heures. Collages organisés tous les mardis. Tractages les mercredis et vendredis matin. Conférence le vendredi à 19 h 30.

❑ **Cercle lycéen** - Chaque mercredi à 18 heures au Lucernaire, 53 rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6e.

» PROVINCE

Boulogne-sur-Mer - Cercle le samedi 18 avril : "L'Europe et l'idée de sécession". Inscription au 06 62 53 42 73.

Grenoble - Cercle Pierre Boutang le mercredi 22 avril à 18 heures : "Sociologie politique, télévision et technologies - De véritables dérives". Informations : afegrenoble@gmail.com

Lyon – Cercle le mercredi 22 avril. lyonroyaliste@gmail.com ; 06 45 76 93 55.

Nice - Conférence le vendredi 17 avril à 19 h 30 : "L'Europe, quelle place pour la France ?" Par Gaël Nofri. Brasserie Les Hussards bleus, angle rue de France et rue Saint-Philippe. La conférence sera suivie d'un débat-apéritif et, pour ceux qui le souhaitent, d'un repas convivial. nice.royaliste@gmail.com ■

» COTISATION 2009

Faire adhérer autour de soi est un acte militant. Les cotisations sont la principale ressource du Centre royaliste d'Action française.
Réglez sans tarder votre cotisations 2009, soit à votre délégué local, soit directement au siège, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.
Membres actifs : 32 euros ; étudiants et chômeurs : 16 euros (chèques à l'ordre du CRAF).

» BOUTIQUE ROYALISTE

Des cravates en soie fleurdelisées sont disponibles au prix de 60 euros l'unité. Commandes à adresser au CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris (chèques à l'ordre du CRAF).

SUD-OUEST : CONFÉRENCE

La condamnation de *L'AF* entre politique et religieux

Soixante-dix ans après la levée de l'index :

Conférence de Philippe Prévost,docteur ès-lettres, historien, auteur du livre *Autopsie d'une crise politico-religieuse - La Condamnation de l'Action française - 1926-1939* (La Librairie canadienne, 597 p., 20 euros).

Sous la présidence de Vincent Gaillère ou de Me Philippe Fortabat-Labatut (Biarritz).

❑ **Bordeaux** – Dîner-débat vendredi 24 avril à 19 h 30 au restaurant Le Xaintrailles, 114 boulevard du Maréchal Leclerc. Participation : 23 euros.

❑ **Toulouse** – Déjeuner-débat samedi 25 avril à 10 h 30, dans le centre-ville. Participation : 23 euros.

❑ **Biarritz** – Conférence dimanche 26 avril à 15 heures, 34 rue de Parme. Participation : 5 euros.

Inscription impérative avant le 21 avril auprès de : CAEC, BP 80093, 33035 BORDEAUX CEDEX. Règlement à l'inscription par chèque à l'ordre de CAEC – CCP 15 503 63 W. Renseignements : http://af-aquitaine.over-blog.com/

❑ JEAN ET PHILOMENA

Quand refleurissent les lys de France

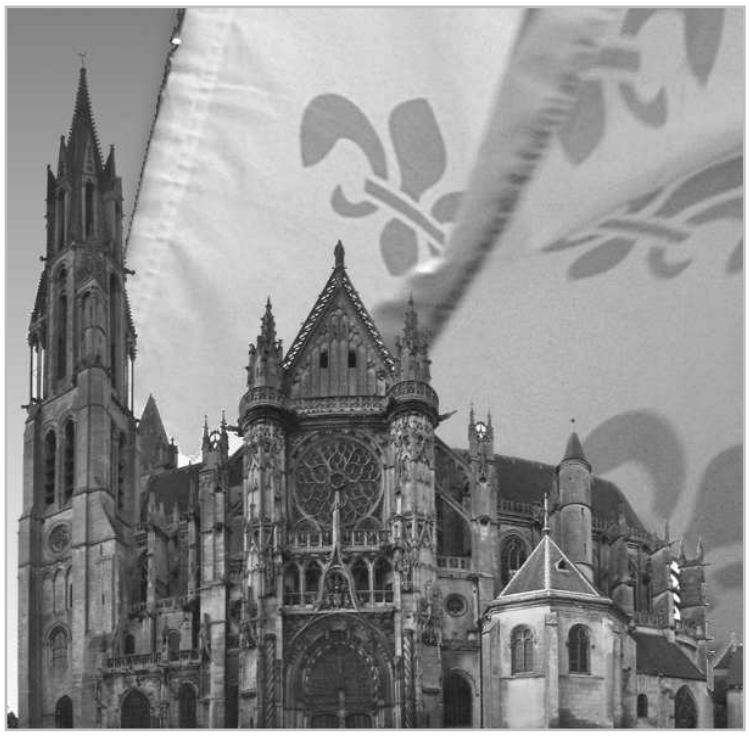
Ce samedi 2 mai sera un jour béni pour la France et pour tous les Français, même pour ceux qui ne le savent pas. En la cathédrale Notre-Dame de Senlis sera célébré le mariage de Mgr le dauphin Jean, duc de Vendôme, avec Mlle Philomena de Tornos y Steinhart.

Le mariage de Mgr le Dauphin Jean, Duc de Vendôme, avec Mlle Philomena de Tornos y Steinhart ouvre une nouvelle page dans l'histoire de la dynastie qui a fait la France et qui seule peut empêcher celle-ci de se défaire. C'est pourquoi, plongés dans une actualité vulgaire et si souvent désespérante, toujours plus déçus par des politiciens de rencontre et des idéologues aussi creux que pédants, les Français seront nombreux à revivre le bonheur qui ravivait jadis à chaque mariage princier l'espérance de nos aïeux : celui de sentir les familles de France vivre au rythme des battements de cœur de la Famille-Chef.

Le sang de tous nos rois

Le fils de Mgr le comte de Paris, duc de France, chef de la Maison de France (*de jure* Henri VII), a voulu, pour s'unir à celle qui avec la grâce de Dieu sera la mère des futurs Enfants de France, effectuer une sorte de retour aux sources à Senlis, là où justement, dans une période d'incertitudes sur le sort même de la France, l'archevêque Adalbéron, haranguant les Grands le 1er juin 987, leur présenta le valeureux Hugues Capet : « *Élisez le duc Hugues, vous aurez en lui un père.* » Cette phrase, nous l'entendrons résonner le 2 mai dans nos cœurs, car elle a marqué la France à tout jamais. Depuis que l'habileté, la ténacité et l'empirisme organisateur d'Hugues Capet, puis de ses héritiers, ont rendu la couronne héréditaire, nulle nation mieux que la France ne s'affirma comme communauté de destin, gouvernée à l'image du gouvernement des familles, par l'État le plus naturel qui soit, donc le plus durable, puisqu'il « *dure et se perpétue par les mêmes causes qui font durer l'univers et perpétuent le genre humain* » comme disait le grand Bossuet [1].

Mgr le duc de Vendôme, descendant en ligne directe de saint Louis et d'Henri IV, porte en lui le sang de toutes les branches ayant régné sur la France. Les Bourbons, descendants du sixième fils de saint Louis, Robert comte de Clermont, ne sont parvenus au trône qu'avec Henri IV, mais ce dernier portait dans ses veines par sa grand'mère, sœur de François 1er, le sang des Valois. Plus tard, la



Maison d'Orléans, qui devait devenir maison de France en 1883, fut fondée par Philippe, fils cadet de Louis XIII, mais les multiples mariages entre Orléans et Bourbons de France, d'Espagne, de Parme et des Deux-Siciles au fil des générations, et même après la Révolution, font descendre les princes actuels un nombre incalculable de fois de Louis XIV. Il faut ajouter que le prince Jean, déjà, par son aïeule la reine Marie-Amélie, arrière-petit-neveu de la reine Marie-Antoinette, se trouve être aussi, par sa mère, Mme la duchesse de Montpensier, née Marie-Thérèse de Wurtemberg, un descendant du frère de Louis XVI, le roi Charles X, donc un arrière-petit-neveu d'Henri V comte de Chambord (la sœur de celui-ci, duchesse de Parme, étant par les Habsbourg-Toscane, une ancêtre maternelle de l'actuelle Maison ducale de Wurtemberg, laquelle, en outre, descend d'une fille du roi Louis-Philippe, le délicieux sculpteur Marie d'Orléans).

Ainsi, du haut du Ciel, ce sont tous nos rois qui ont aujourd'hui pour Philomena les yeux de Jean. Et si l'on ajoute les nombreuses alliances entre premiers Capétiens et derniers Carolingiens, et même, plus que probables, entre Carolingiens et Mérovingiens, on peut penser que seront aussi présents à Senlis l'empereur Charlemagne et Clovis, roi des Francs, qui fit sortir d'un baptistère nos grandes traditions politiques.

Un ménage bien de son temps

Porter en lui toute la grande histoire de France n'empêche pas le prince Jean, né en 1965, titulaire de deux maîtrises (philosophie et droit) et d'un diplôme du plus haut niveau d'une université américaine, d'être bien de son temps. Fidèle à la grande tradition de sa lignée au service des armes, il fut d'abord officier dans un peloton de chars de combats, avant d'être consultant dans une grande banque, puis de fonder tout récemment une Société pour le développement du patrimoine. Il parle plusieurs langues, a beaucoup voyagé en Europe, en Louisiane, au Québec, au Liban et jusqu'en Arctique sur les traces de son arrière-grand-oncle le duc d'Orléans (*de jure* Philippe VIII). Au sein de l'association Gens de France, dont il est le président, il se passionne pour les questions concernant aussi bien le patrimoine que le développement durable de même que pour des questions sociales, comme le handicap. Il a récemment pris position pour une relance de la politique familiale, contre le travail le dimanche, et a loué la profondeur de la pensée de SS le pape Benoît XVI.

Les noces de la France

Mlle Philomena de Tornos y Steinhart est espagnole par son père et autrichienne par sa mère - une double ascendance qui rappelle les reines de France Anne d'Autriche et Marie-Thérèse d'Autriche. Cette alliance "européenne" est pleinement dans la ligne de la maison de France depuis les temps déjà fort anciens où, grande assemblée des royaumes chrétiens, l'Europe n'avait pas besoin pour exister de se corseter d'un appareil technocratique et niveleur... Le père de Philomena, Alfonso de Tornos, chevalier d'honneur et de dévotion à l'Ordre de Malte, a été fonctionnaire au siège autrichien de l'ONU. Son grand-père, Don Juan de Tornos, a été durant quatorze ans le secrétaire particulier de Don Juan, comte de Barcelone (père de l'actuel roi d'Espagne). Elle-même a étudié en Sorbonne les civilisations russe et germanique et parle couramment de nombreuses langues ; elle se passionne pour la mer et le grand large et aime mettre ses compétences au service d'autrui.

Ce beau mariage aura lieu le deuxième jour du mois de mai, le mois de la Vierge Marie, patronne de la France - le mois où refleurissent les lys blancs ! Pour nous qui, descendants de paysans, d'artisans ou de bourgeois, savons que nous ne sommes ce que nous sommes - Français et fiers de l'être - que parce que nos pères ont fait fructifier leurs libertés dans l'ordre et dans l'unité garantis par les ancêtres du marié, ce mariage ranime notre espérance de voir en France se renouveler ce fait d'hérédité et d'autorité, donc d'amour, qu'est la royauté. C'est parce que nos républiques ignorent cette dimension de l'amour qu'elles posent tous les débats en termes conflictuels de droits et de rivalités artificielles. La monarchie, elle, se refondant à chaque génération par un mariage, surplombera les inimitiés et rétablira le sens de l'unité. Et la France revivra ! Puissent Jean et Philomena être un jour roi et reine de France et engendrer toute une lignée de rois !

Ardentes félicitations

C'est dans cet esprit que, respectueux serviteurs, nous présenterons à Mgr le Comte de Paris, Duc de France et à Mme la Duchesse de Montpensier, ainsi qu'à M. et Mme Alfonso de Tornos y Steinhart, nos ardentes félicitations et que nous demanderons à « *Mesdames Marie, à Monsieur saint Michel* » [2], à sainte Jeanne d'Arc, à sainte Clotilde, à saint Louis, à sainte Jehanne de France de prier pour que Dieu veille toujours sur le bonheur et la prospérité du foyer que vont désormais former Mgr le Duc de Vendôme et la toute prochaine Duchesse de Vendôme.

Michel Fromentoux

1 - Maximes et réflexions sur la politique. Éd. du Fuseau, 1964.
2 - Pour reprendre les expressions de Maurras évoquant les saints de France dans La Prière de la fin.

La journée du 2 mai 2009

La messe de mariage de Mgr le Duc de Vendôme et de Mlle Philomena de Tornos y Steinhart sera célébrée le samedi 2 mai à 11 heures en la cathédrale Notre-Dame de Senlis, par Mgr Dominique Rey, évêque de Fréjus-Toulon.
Le consentement des époux sera reçu par Mgr Philippe Brizard, directeur de l'Œuvre d'Orient.
Les chants (musique française, allemande, autrichienne, espagnole) seront interprétés par le chœur La Capella Peregrina, sous la direction de Vincent Berthier de Lioncourt, fondateur du Centre de Musique baroque de Versailles.
À l'issue de la cérémonie, un vin d'honneur sera offert dans les jardins du château d'Hugues Capet.
L'après-midi une réception strictement privée réunira les invités des nouveaux époux au château de Chantilly, célèbre demeure ayant appartenu à l'arrière-grand-oncle du prince Jean de France, le duc d'Aumale, qui la légua avec ses collections à l'Institut de France.

Rachida Dati : Notre histoire de France

C'est Mme Rachida Dati, ministre de la Justice, qui, en tant que maire du 7e arrondissement de Paris, a marié civilement les princes le jeudi 19 mars. Nous citons un extrait du discours qu'elle a prononcé :
[...] Habituellement, pour un mariage, il est d'usage d'évoquer en quelques mots l'histoire des familles des jeunes époux. Aujourd'hui, c'est une chose impossible.
Comment pourrais-je "évoquer" l'histoire d'une famille qui, depuis plus de mille ans, est indissociable de l'histoire de la France ?
Cette histoire est celle de tous les Français. Il n'y a qu'une seule histoire de France, car il n'y a qu'une seule France, avec sa tradition, sa diversité et sa modernité. Notre rencontre était improbable. Elle a pourtant lieu aujourd'hui dans cette mairie. Même si nos parcours sont différents, nous partageons les mêmes valeurs : la volonté de servir notre pays et ses habitants, la fidélité à nos convictions et à nos engagements. Nos histoires personnelles se retrouvent aujourd'hui dans celle de la France. Nos destins sont un peu liés désormais [...]
Ensuite Mme le Maire proposa aux invités de profiter du jardin du bel Hôtel de Villars (XVIIIe siècle) qui abrite la mairie du 7e arrondissement.

Édité par PRIEP S.A. au capital de 59 880 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0410I86761 – Directeur de la publication : M.-G. Pujo